



**IDÉES**  
Des millions à des firmes qui ne valent pas toujours leur pesant d'or  
Page B 5



**PHILOSOPHIE**  
La bourse ou la vie  
Page B 6

# PERSPECTIVES



Des pirates somaliens, il y a un mois, sur le navire ukrainien *Faina* qui transportait de l'équipement militaire.

JASON R. ZALASKY AFP

L'industrie maritime est en émoi

## Pris au filet des pirates somaliens

Une police des mers? Personne, sauf peut-être le président Nicolas Sarkozy, n'ose affirmer que le renforcement militaire des forces navales suffira à venir à bout des pêcheurs somaliens transformés en pirates high-tech qui sévissent dans le golfe d'Aden. La paix en mer passe par la paix sur terre. Il y a bien dix ans que le Bureau maritime international (BMI) sonne l'alarme. La prise, fin septembre, du cargo *Faina*, le ventre rempli de chars d'assaut de conception soviétique, puis celle du superpétrolier *Sirius Star*, le week-end dernier, ont sonné le réveil.

GUY TAILLEFER

La planète se rend compte tout à coup de la stupéfiante efficacité avec laquelle à peine plus d'un millier de pirates s'y prennent pour terroriser l'industrie maritime mondiale dans le golfe d'Aden et au large des côtes somaliennes. C'est la souris qui tient le chat en échec. Par petits groupes, ils s'emparent en haute mer d'un gros chalutier qui fait office de «bateau-mère» et s'en servent pour abriter les trois ou quatre hors-bords ultra-rapides qu'ils lanceront sur leur proie le moment venu. Équipés de GPS, de radios et de téléphones satellitaires, ils peuvent attendre des jours que des navires passent par là. Ils repèrent un cargo un peu lent, au franc-bord plus étroit, vont coller leurs barques à la coque, accrochent leurs échelles, montent sur le pont... Une opération qui ne dure pas plus de 15 minutes.

C'est le temps qu'il a fallu aux pirates pour prendre, il y a une semaine, le contrôle du *Sirius Star*, ce monstre gros comme trois porte-avions qui naviguait à plus de 800 kilomètres des côtes avec,

dans ses cales, le quart de la production quotidienne de pétrole de l'Arabie saoudite. Un coup fumant dont serait fier Barbe Noire, vu les dimensions du vaisseau. Jamais, d'autre part, un bâtiment n'avait été abordé aussi loin des côtes.

L'opération demandait un haut niveau d'organisation et met donc en évidence que la piraterie est devenue un phénomène «incontrôlable», selon le capitaine Pottengal Mukundan, directeur du BMI, une organisation fondée en 1981 pour lutter contre la criminalité maritime. La piraterie dans la Corne de l'Afrique est apparue au début des années 90, avec la fin de la guerre froide. Elle a pris en 2003 les dimensions d'une industrie nationale florissante dans cette Somalie en proie à une inextricable guerre civile, débitée par les seigneurs de guerre et les chefs de clan. Elle est, et de loin, le principal point chaud de la piraterie, devant les eaux du Nigeria et le détroit de Malacca, en Asie du Sud-Est, où le phénomène a eu tendance à s'amenuiser. Depuis le début de 2008, 94 attaques y ont été rapportées au BMI; c'est deux fois plus qu'en 2007. Les pirates ont réussi à détourner 39 navires.

Une véritable mine d'or: 90 % du commerce mariti-

me mondial (soit 20 000 pétroliers, chimiquiers, navires de fret et bateaux de pêche par an) emprunte cette autoroute du golfe qui passe par le canal de Suez. Les rançonneurs, qui auraient amassé quelque 20 millions \$ cette année (ils en réclameraient 25 pour le seul *Sirius*), n'ont eu jusqu'à maintenant qu'à cueillir. Il est plus économique pour les armateurs de payer la rançon que de remplacer un navire. Une quinzaine de cargos et plus de 300 membres d'équipage moisissent actuellement dans les ports somaliens d'Eyl, de Hobyo ou de Harardere en attendant qu'aboutissent les négociations.

### Le Puntland

Se partagent cette manne quatre ou cinq organisations dont les ficelles sont tirées par le clan des Majertim, qui règne sur le Puntland, celui des Habarjidir, des islamistes qui tiennent les deux tiers du pays, et l'organisation des Shebab, formée d'intégristes partisans du djihad d'al-Qaïda. Les pirates ont des antennes d'affaires à Dubaï, Djibouti ou Mombasa. Ils ont des taupes dans les ports africains, soudoient les uns et les autres pour mettre la main sur les plans de route des navires.

Où vont-ils chercher leurs kalachnikovs et leurs lance-roquettes? En Russie et dans les ex-pays de l'Est, grands fournisseurs d'armes illégales sur la planète.

Leur royaume est le Puntland, une région du nord-est somalien qui s'est déclarée autonome en 1998. Pays mythique de la myrrhe et de l'encens, il est aujourd'hui celui de la piraterie et du trafic d'immigrants clandestins qui, par dizaines de milliers, tentent chaque année de rejoindre le Yémen, de l'autre côté du golfe. Un trafic qui a

fait 1400 morts et disparus en 2007, selon le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés.

«Les captures devenues hebdomadaires, le paiement des rançons par des armateurs soucieux de profits et de discrétion, ont boosté l'économie sauvage du Puntland», écrivait *Le Nouvel Observateur* dans un grand reportage publié fin octobre. Les fêtes sont somptueuses, les avions de khat se posent désormais près des ports, les pirates achètent des tonnes d'armes sophistiquées, des voitures de luxe, font construire et prennent une troisième femme, signe de leur nouvelle richesse... Même les instituteurs quittent leurs classes pour se proposer comme interprètes!»

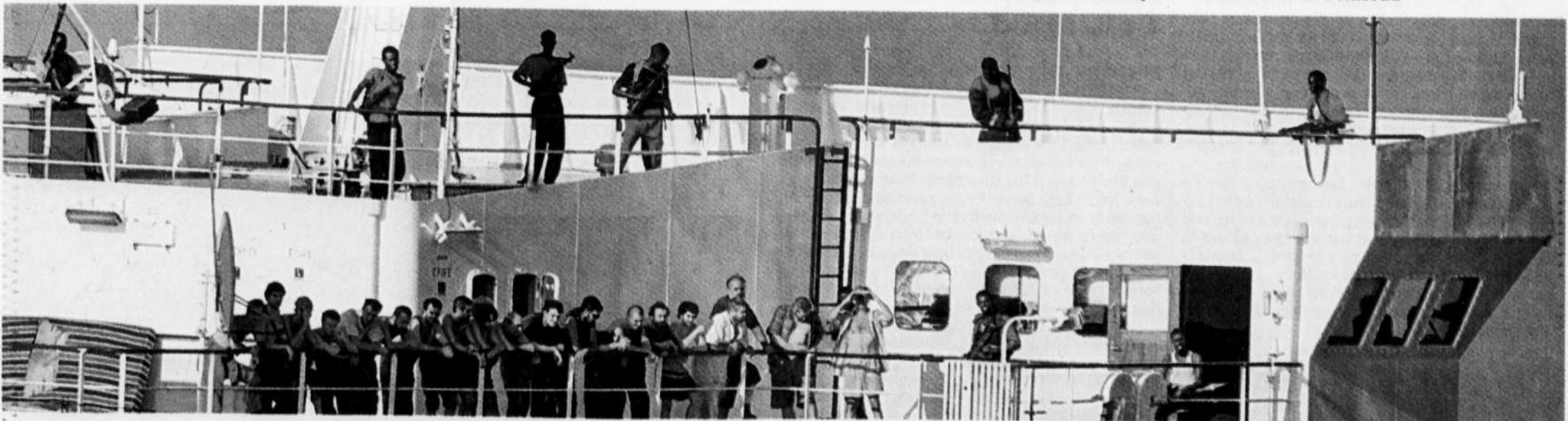
La guérilla des mers a l'avantage du terrain, pour ainsi dire

### La pêche au thon

La misère est un terreau fertile. Près de la moitié des huit millions de Somaliens ont besoin de l'aide du Programme alimentaire mondiale (PAM). Les millions de dollars rançonnés sont un cadeau du ciel pour les petits commerçants côtiers, qui ont vu l'industrie de la pêche s'effondrer il y a une quinzaine d'années. De cet effondrement des pêcheries et de la colère des pêcheurs somaliens est née cette piraterie des temps modernes. Les pêcheurs ont échangé leurs filets contre des AK-47 et s'en servent d'ailleurs parfois pour menacer les bateaux du PAM.

Les eaux de cette partie de l'océan Indien abritent le tiers des ressources mondiales de thon. Sans Etat disposant de moyens pour patrouiller les eaux nationales, les Somaliens ont vu les bateaux de pêche

VOIR PAGE B 2: PIRATES



JASON R. ZALASKY AFP

## Cours intensifs de langue

Que ce soit en anglais ou en français, nos cours vous permettront d'acquérir les compétences linguistiques et communicatives nécessaires pour vos objectifs professionnels et personnels.

➤ Groupes restreints vous permettant de partager une expérience d'apprentissage unique avec des étudiants d'ici et d'ailleurs.  
➤ Cinq niveaux (de débutant à avancé).

➤ Programmes menant au *Certificat de compétence en anglais de McGill* ou au *Certificat de compétence en français de McGill*.  
➤ Début des cours : 19 janvier

Inscrivez-vous à une séance d'information  
anglais : 15 décembre  
français : 3 décembre  
[www.mcgill.ca/eflp](http://www.mcgill.ca/eflp)

■ Pour de plus amples informations : (514) 398-1212 (programme d'anglais) | (514) 398-1202 (programme de français)



**McGill**  
Centre d'éducation permanente

# PERSPECTIVES

## « Ras-le-bol »



GIL COURTEMANCHE

On peut facilement comprendre le «ras-le-bol» qu'exprimait cette semaine Pauline Marois. La campagne du Parti québécois ne lève pas. On fait du surplace. Les rares idées passent mal la rampe. On critique son image dans son entourage. Mais ce n'est pas de cela qu'elle parlait quand elle a exprimé sa colère. Elle en a marre d'être obligée de défendre le gouvernement de Lucien Bouchard, et elle a entièrement raison. Des décisions bêtes et draconiennes ont été prises à cette époque, du moins si on examine leurs effets rétroactivement, en particulier dans le domaine de la santé. La mise à la retraite massive d'infirmières et de médecins n'était pas l'idée du siècle, même si le contingentement était réclamé par le milieu de la santé. Le PQ de Lucien Bouchard voulait éviter un affrontement salarial avec les syndicats du système de la santé pour arriver à cet objectif imbécile de déficit zéro, ce virage économique fondamental imposé au PQ par Lucien Bouchard et Bernard Landry.

Pauline Marois n'était pas ministre de la Santé à l'époque, elle était à l'Éducation. Que ces retours en arrière effectués par Jean Charest soient relayés aussi systématiquement par les médias a de quoi faire bondir et mettre en colère la plus gentille et la plus courtoise des dames. J'aurais aimé la voir en colère bien avant. Car elle a entièrement raison. Lucien Bouchard a payé, le PQ a payé. Ils furent sanctionnés, et les Québécois ont élu Jean Charest il y a six ans pour mettre de l'ordre dans le système de santé. Elle a raison: ce sont les six ans de Jean Charest qu'il s'agit aujourd'hui de juger, et, selon l'hôpital Sainte-Justine, le bilan Charest n'est pas brillant.

Il y a six ans, le premier ministre a promis de réduire radicalement les achalandages dans les urgences et les délais d'attente pour les interventions chirurgicales. Il y a un peu plus de deux ans, avec son sourire candide de manipulateur professionnel, il raffinaient en d'autres termes la même promesse. Il y a une quelque chose de fascinant dans le fait qu'un homme puisse toujours promettre la même chose sans jamais démontrer l'ombre d'un début de réalisation de sa promesse, et que cela ne provoque aucune récrimination ni colère. Jean Charest refait la promesse d'il y a six ans, et cela passe mieux que le message du PQ.

Plus profondément, le «ras-le-bol» de Mme Marois vient peut-être du fait qu'elle sent bien que le PQ a perdu son âme. Empêtré dans son approche de l'indépendance, le parti a choisi une sorte de slogan à la Daniel Johnson, «l'indépendance si nécessaire, mais pas nécessairement l'indépendance». Obnubilé par l'échec et les manœuvres référendaires, le parti ne réfléchit plus sur la société québécoise et est incapable de proposer une définition, un projet cohérent. On s'est installé dans le jeu de Lego. Assemblez les morceaux comme vous voulez, ça donnera toujours quelque chose. De la part des libéraux et des adaltes, cela ne surprend pas. De la part du PQ, cela désole. Cette boîte à idées qui a révolutionné le Québec semble dépourvue de souffle et d'imagination. Il est intéressant d'entendre Mme Marois avouer qu'elle a souvent les mêmes idées que les libéraux.

Autre ras-le-bol: le mien personnel. Entendre le Mario national qui veut redonner de la dignité à la politique, déclarer qu'il faut sortir les politiciens des grands projets. Non, Mario, les grands projets doivent être des décisions politiques, et les politiciens doivent en assumer la responsabilité. C'est pour cela que les élections existent, pour virer des politiciens qui ont raté des grands projets. Mario, cela s'appelle la démocratie. Tes experts, comment on va les congédier s'ils font des conneries? Curieux que cet homme qui, tout petit, voulait renouveler la politique ne trouve d'autres voies que celles de George Bush ou de Ronald Reagan, comme s'il ne voyait pas le désastre américain provoqué par la non-intervention politique qui nous mène tous au bord du gouffre. Il faudrait fréquenter un peu plus Radio-Canada, M. Dumont et un peu moins TVA. Comme on dit à Télé-Québec: «Ça manque à votre culture.»

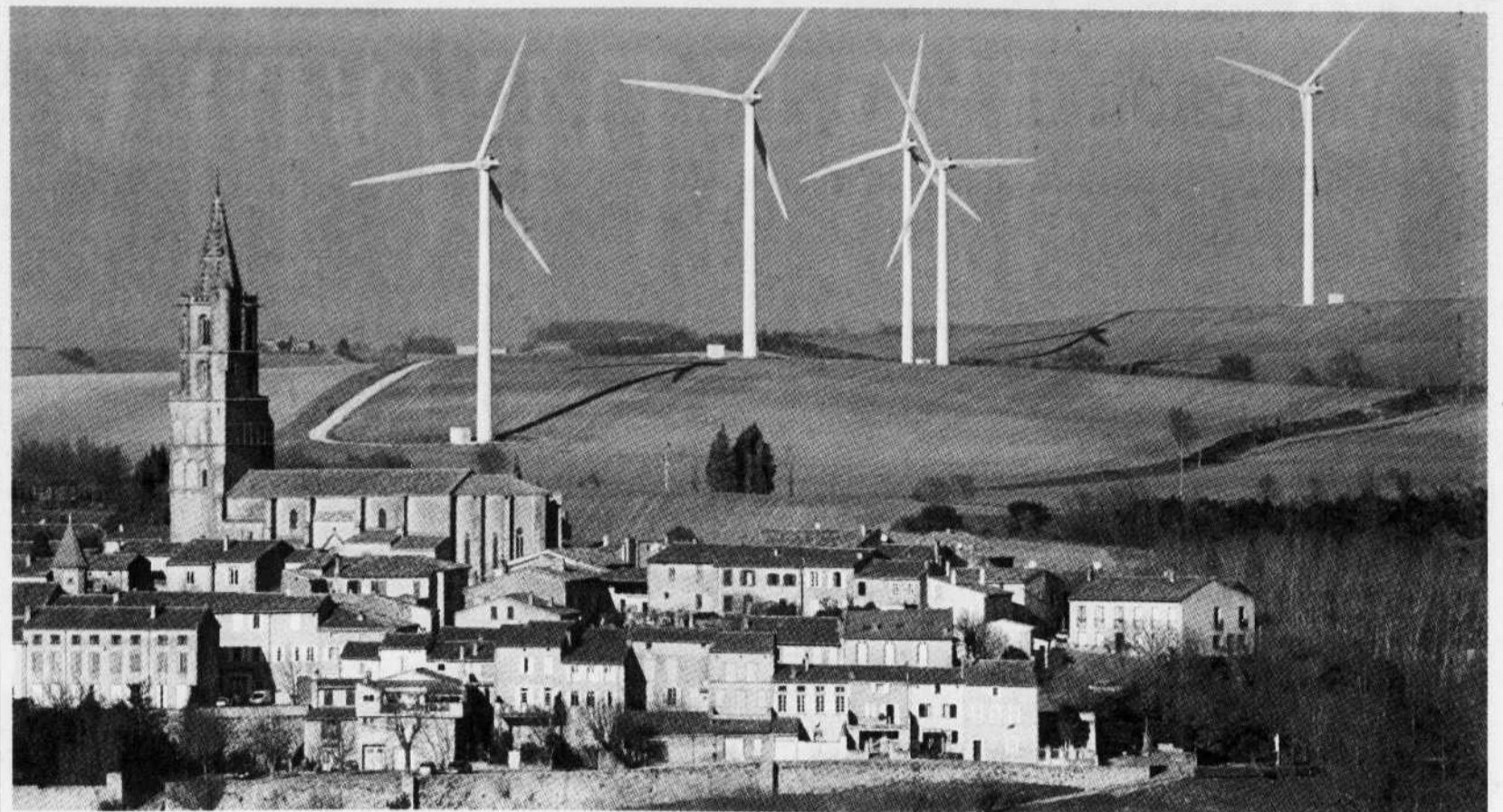
Dernier ras-le-bol, finalement. Celui des électeurs, des citoyens, de vous et de moi. Nous trouvons ces élections inutiles, à un tel point qu'une portion considérable de l'électorat annonce qu'elle n'ira pas voter. Les partis, au lieu de défendre l'importance des élections, ont tous pris des mesures pour en minimiser la présence. Moins d'affiches, petites affiches, toutes recyclables. Les partis s'excusent presque de faire campagne. Ils sont contrits de déranger les électeurs si souvent, comme si la politique était une maladie, comme si le choix d'un avenir était une tâche pénible et emmerdante. D'autres solutions pour la «crise» auraient été préférables, j'en ai parlé la semaine dernière. Mais ne refusons pas le plaisir et le droit de choisir, la responsabilité de changer le cours des choses.

Le ras-le-bol populaire à propos des élections ressemble étrangement à la désaffection électorale qu'ont connue les Américains ces 40 dernières années. À force de se faire dire que le gouvernement créait tous les problèmes, ils ont cru les politiciens et ils ont cessé de voter. Il semble que nous en soyons là aujourd'hui, et c'est une grande tristesse, car ce Québec dont nous proclamons la fierté, il s'est fait aussi avec des élections dont personne ne voulait. Vous souvenez-vous de 1976?



Jean Charest

JACQUES NADEAU LE DEVOIR



Depuis 2002, une dizaine d'éoliennes font partie du paysage du village d'Avignonnet de Lauragais.

GEORGES GOBET AFP

Le paysage français est-il menacé?

## L'éolien devient pomme de discorde

### L'ancien président Valéry Giscard d'Estaing est parti en guerre contre leur multiplication

CHRISTIAN RIOUX

Paris — La commune de Gumières, dans le département de la Loire, est connue pour son église du XV<sup>e</sup> siècle et sa cascade où coule une paisible rivière. Pour le reste, ce village de 250 habitants n'avait jamais fait parler de lui lorsque, au début du mois, un inconnu a déboulonné un mât de 80 mètres qui s'est effondré. Même si l'enquête n'a pas donné de résultat, on soupçonne l'auteur de cet acte de sabotage d'en vouloir aux éoliennes qui pourraient bientôt s'installer dans la région. Ce mât avait en effet pour fonction de mesurer la force et la direction des vents afin de permettre l'installation d'un parc d'éoliennes.

Considéré jusqu'à tout récemment par la majorité des Français comme une énergie sans problème, l'éolien est en train de devenir une véritable pomme de discorde. À Melgven, en Bretagne, on se chicane devant les tribunaux depuis cinq ans pour trois éoliennes de deux mégawatts chacune mesurant 118 mètres de haut. L'organisation Vent de colère, née en 2001, fédère aujourd'hui plus de 300 associations françaises opposées aux éoliennes.

Alors que les parcs éoliens devraient être multipliés par dix d'ici à 2020, atteindre 8000 éoliennes et produire 10 % de l'électricité, la recrudescence des protestations vient de forcer le ministre de l'Environnement, Jean-Louis Borloo, à encadrer plus sévèrement leur construction. Non seulement le nombre de protestataires croît plus rapidement que le nombre d'éoliennes, mais les opposants à cette source d'énergie viennent de se trouver un porte-parole prestigieux en la personne de Valéry Giscard d'Estaing.

Malgré ses 82 ans bien sonnés et l'échec de sa dernière cause, la Constitution européenne, l'ancien président a décidé de partir en guerre contre la multiplication de ces moulins à vent dans toutes les régions de France. «Mais enfin, le paysage, c'est une de nos valeurs de référence. Dans 30 ou 40 ans, l'identité française sera beaucoup dans le paysage», déclarait-il le 12 novembre dernier lors d'un débat organisé à Paris par l'Institut Montaigne. Valéry Giscard d'Estaing cite l'exemple de l'Espagne qui, contrairement à la France, n'a pas protégé son littoral. «On voit le résultat!» dit-il. Les côtes y sont en effet bétonnées, alors qu'en France elles sont souvent demeurées sauvages.

### La rentabilité en question

Mais les arguments des opposants ne sont pas seulement d'ordre esthétique. Ils sont aussi économiques. Selon une étude réalisée par Vincent Le Biez, il en coûterait 2 à 3 milliards d'euros de plus par année pour produire de l'électricité à partir des éoliennes plutôt qu'à partir du nucléaire, d'où la France tire 89 % de sa production. Cela représenterait 100 euros par foyer par année.

Ces chiffres ont immédiatement été contestés par le Syndicat des énergies renouvelables qui regroupe les industriels du secteur. «À terme, soutient l'ancienne ministre de l'Environnement Corinne Lepage, le surcoût de l'éolien sera pratiquement de zéro pour le consommateur par rapport aux autres énergies.» Le Biez n'hésite cependant pas à parler des «nouveaux rentiers» qui s'enrichissent grâce aux conditions extrêmement favorables que leur accorde le gouvernement, notamment un prix fixe très avantageux de rachat d'électricité par l'électricité de France (EDF), équivalent français d'Hydro-Québec.

Si ses chiffres sont contestés, le raisonnement de Le Biez est beaucoup moins. Avec Valéry Giscard d'Estaing, il affirme que, si la France est aujourd'hui obligée d'investir massivement dans l'éolien, c'est parce que l'Union européenne veut porter la part des énergies renouvelables à 20 % de la production européenne d'ici à 2020. Comme le nucléaire est un sujet politique éminemment délicat en Allemagne, en Autriche et au Danemark, les objectifs de l'Union n'ont pas été fixés en terme d'énergies non productrices de gaz carbonique mais d'énergies renouvelables, ce qui exclut le nucléaire qui ne produit pourtant pas de gaz carbonique (CO<sub>2</sub>).

«C'est une bêtise», s'exclame Valéry Giscard d'Estaing. Si ce choix est sensé pour l'Allemagne, qui possède surtout des centrales thermiques, il ne l'est pas pour la France, dit l'ancien président. «Les éoliennes représentent pour la France une option inutile et trop coûteuse.»

Grâce au nucléaire (89 %) et à l'hydraulique (7 %), la France est déjà le champion européen des énergies qui ne produisent pas de gaz à effet de serre. Seules les centrales d'appoint (4 %) fonctionnent au gaz, au fioul ou au charbon et produisent du CO<sub>2</sub>. Or, elles servent essentiellement à répondre à la demande en période de pointe. Un rôle que l'éolien ne serait pas

vraiment en mesure de jouer, soutient Le Biez, dans la mesure où il n'est pas assez flexible. L'augmentation du parc d'éoliennes pourrait même, dit-il, forcer à construire de nouvelles centrales au gaz afin de faire face aux intermittences de la production éolienne.

### Belles ou laides?

Selon Anne Lauvergeon, présidente du directeur de la société française Areva — le numéro un mondial du nucléaire —, la Chine et les États-Unis sont sur le point de se tourner massivement vers cette énergie sans carbone. Face aux protestations croissantes, dit-elle, Areva ne construit plus de parcs éoliens terrestres préférant les construire en mer au large des côtes.

Plusieurs experts, comme Corinne Lepage, estiment que l'investissement dans les éoliennes est tout de même utile puisqu'il permettra à la France de développer une nouvelle filière industrielle. Une autre «fausse bonne idée», estime Le Biez puisque, selon lui, la France arrive trop tard, après les Allemands, les Danois et les Espagnols. Cela n'empêchera pas EDF Énergies renouvelables de devenir le premier producteur d'électricité éolienne au Québec. La filiale d'EDF est en effet le principal actionnaire du consortium Saint-Laurent Énergie qui a remporté au printemps 954 des 2000 MW offerts par l'appel d'offres d'Hydro-Québec.

Les opposants aux éoliennes préchent néanmoins pour un développement modéré de cette énergie permettant simplement de diversifier les sources. Quant au débat esthétique, il est loin d'être terminé. Dans un rapport de l'Académie des beaux-arts publié l'an dernier, le président du Syndicat des énergies renouvelables André Antolini avait affirmé que «les éoliennes ne défigurent pas le paysage, elles figurent le développement durable... Voilà ce qui les rend acceptables, acceptées... et belles». L'argument n'a pas empêché l'Académie de conclure que «les éoliennes, machines de 150 mètres de haut, sont en contradiction avec la tradition française qui a toujours consisté jusqu'à présent à harmoniser l'architecture, même insolite, avec le paysage en respectant son échelle».

Reorientation ou mesure de diversion? Alors que les éoliennes suscitent la polémique, le ministre Jean-Louis Borloo a soudain mis l'accent sur l'énergie solaire. Dans ce domaine, la puissance doit passer de 18 MW à 5400 MW en 2020. D'ici à 2011, chaque région aura donc sa centrale solaire. Des centrales silencieuses et qui ne déparent pas le paysage.

Correspondant du Devoir à Paris

## PIRATES

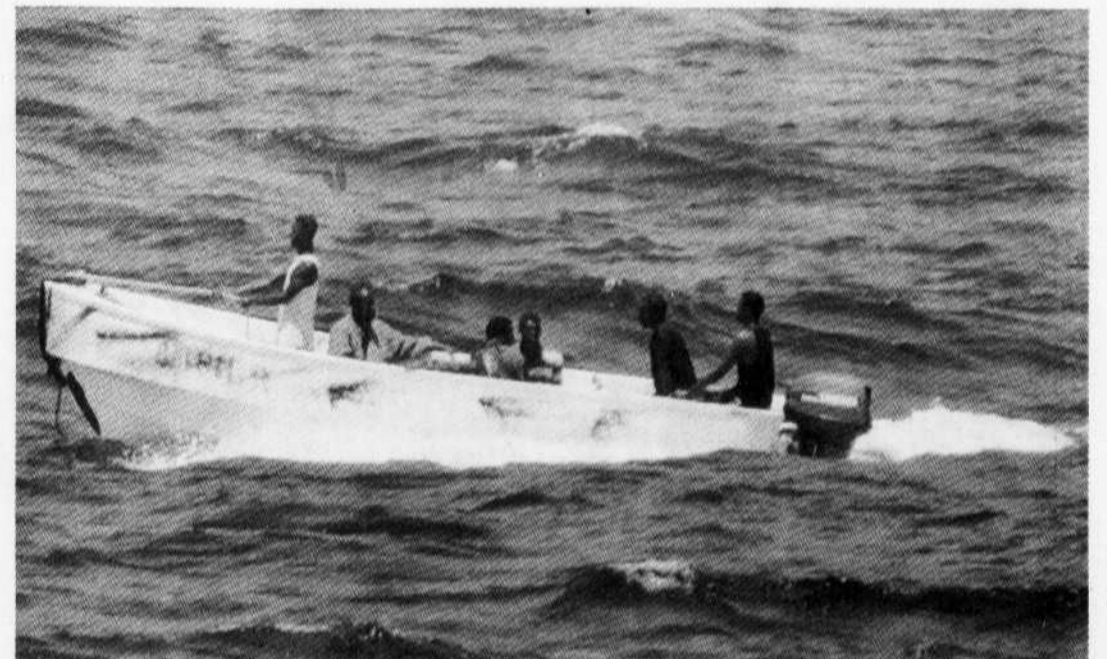
SUITE DE LA PAGE B 1

étrangers venir embarquer leurs poissons. Il y avait en ce sens une certaine ironie à voir cette semaine le président Sarkozy s'emporter contre les corsaires qui venaient d'attaquer au lance-roquettes un thonier français, le *Drennec*, à 750 kilomètres des côtes, dans une zone fréquentée par une cinquantaine de thoniers français et espagnols. Au-delà de la nécessité de dépêcher des navires de guerre pour tenter de chasser les pirates, il ne serait donc pas bête de créer une force maritime de protection des pêcheries somaliennes, sous les auspices de l'ONU ou de l'Union africaine, font valoir des experts de la question.

En attendant, l'Inde, le Japon, la Russie, l'Union européenne — qui prendra en décembre le relais de la flottille envoyée par l'OTAN —, le Combined Task Force 150, qui réunit sous le chapeau américain des marines nationales dans le cadre de la «guerre contre le terrorisme», se mobilisent tout à coup contre les pirates. L'Union africaine a réclamé l'envoi de Casques bleus en Somalie; l'ambassadeur russe à l'OTAN avance qu'une force terrestre internationale pourrait être envoyée pour nettoyer la côte somalienne de ses «nids de pirates».

### Un détour

La guérilla des mers a l'avantage du terrain, pour ainsi dire: une surface immense de trois millions de kilomètres carrés impossible à contrôler. Paniqué, l'un des plus importants armateurs au monde, A.P. Moller-Maersk, a annoncé qu'il dérouterait une partie de sa flotte marchande pour lui faire faire le détour par le cap de Bonne-Espérance, en Afrique du Sud. Frontline, le plus gros armateur indépendant de pétroliers dans le monde, songe à faire de même. L'industrie de la sécurité en profite de son côté pour faire mousser ses produits devant l'évidence que les armateurs se prémunissent fort peu contre les flibustiers: haut-parleurs ultrapuissants, clôtures électriques, long des côques, systèmes de détection à longue portée...



JASON R. ZALASKY AFP

Des pirates somaliens, qui ont détourné le *Faina*, se sont rendus à terre au début d'octobre.

Rien de tout cela n'empêchera la piraterie somalienne de continuer de croître. «Vous pouvez avoir toutes les marines du monde déployant là-bas tous les navires, cela ne résoudra pas le problème», déclarait cette semaine le porte-parole du Pentagone, Geoff Morrell. L'extension maritime de l'anarchie qui se déploie depuis 17 ans sur la terre ferme souligne à larges traits, dit-on sur tous les tons, la nécessité d'en arriver enfin à un règlement politique en Somalie. Les militants des Tribunaux islamistes et le gouvernement intérimaire installé de peine et de misère à Mogadiscio, soutenu par l'armée éthiopienne avec

la bénédiction des États-Unis, guerroient depuis la fin de 2006 sur le dos des civils. Dans les circonstances, la seule solution qui donne quelque espoir tient à un accord de partage de pouvoir, négocié avec l'aide des Nations unies, entre le «gouvernement» et la frange modérée des islamistes. Ce qui suppose que leur aile radicale soit marginalisée. Washington, qui craint comme la peste que la Somalie ne se transforme en sanctuaire du terrorisme international, ne se sent rassuré que par la voie militaire.

Le Devoir

## PERSPECTIVES

SITUATION ÉCONOMIQUE DIFFICILE

## En attendant les turbulences

Ottawa a l'intention de donner un coup de pouce à l'économie, qui ne peut que subir les contrecoups de la récession américaine

Les conservateurs doivent maintenant admettre ce qu'ils s'entendaient à ne pas envisager pendant la campagne électorale: le Canada ne pourra pas échapper au déficit en 2009, mais aussi probablement en 2010. En attendant l'énoncé économique de la semaine prochaine, pour lequel le gouvernement a déjà réduit les attentes au minimum, il est difficile de voir comment Stephen Harper naviguera à travers la mer d'incertitudes que devra braver le Canada au cours des prochains mois.

ALEXANDRE SHIELDS

«L'économie du Canada, à l'instar de la population, est forte et résiliente», clamait jeudi le premier ministre Stephen Harper, en précisant les éléments du discours du Trône destinés à lutter contre la crise économique. «En travaillant ensemble dans l'intérêt du Canada, je suis convaincu que cette période d'instabilité économique mondiale, une fois surmontée, nous aura rendus plus forts, plus efficaces et plus unis que jamais.»

Le chef conservateur avait effectivement tout intérêt à se poser en leader résolument optimiste, d'autant plus que la même journée, le directeur parlementaire du budget, Kevin Page, révélait finalement ce que plusieurs voyaient déjà poindre à l'horizon: un déficit. Un mot banni des livres du gouvernement fédéral depuis maintenant une décennie.

Dans un document d'une quarantaine de pages, qui fait la synthèse des travaux d'économistes du secteur privé, M. Page conclut que le fédéral devrait réussir à équilibrer ses finances cette année en dépit du ralentissement économique mondial, mais qu'il s'achemine vers une série de déficits «modestes» par la suite. Ainsi, à moins d'un revirement de situation, le manque à gagner oscillerait entre 4 et 14 milliards pour l'année fiscale débutant le 1er avril prochain. Ottawa serait à nouveau dans le rouge en 2010-2011, avec un déficit d'au moins 1,4 milliard. Les prévisions les plus encourageantes ne prévoient pas de retour à l'équilibre budgétaire avant 2012-2013.

Kevin Page attribue la précarité actuelle des finances publiques canadiennes aux «décisions politiques antérieures» plutôt qu'au ralentissement économique. Le PIB a en effet crû plus que prévu au cours des derniers mois. Tel qu'anticipé, la baisse de la TPS et la réduction de l'impôt des sociétés, instaurées par le gouvernement de Stephen Harper, ont toutefois privé Ottawa de milliards de dollars au cours des derniers mois.

Un constat que fait aussi le professeur au département de sciences comptables et fiscales de l'Université de Sherbrooke, Luc Godbout. «La baisse de la TPS a eu un impact, estime-t-il. L'idée de la baisser n'était pas bonne, parce qu'on se prive de revenus de six milliards de dollars [par année].» Autre décision à prendre en considération, selon lui: l'abolition de la «réserve pour prudence» instaurée à l'époque par Paul Martin. Pourtant, rappelle le fiscaliste, les conservateurs ont dégagé pas moins de 37 milliards de surplus dans leurs différents budgets, des sommes dirigées vers le paiement de la dette. Il considère enfin que le budget de l'hiver dernier ne prévoyait «presque pas de marge de manœuvre», alors que les signes de ralentissement économiques étaient palpables au sud de la frontière.

Pour les partis d'opposition, ce déficit appréhendé démontre l'incompétence des conservateurs en matière d'économie. Le ministre des Finances, Jim Flaherty, qui présentera son énoncé économique jeudi prochain, a toutefois refusé de dire si les prévisions de M. Page s'apparentaient à celles de son ministère. Il a simplement laissé entendre que des déficits ponctuels n'étaient pas à écarter. Le ministre a dit qu'il espérait présenter un budget équilibré pour cette année et les années à venir, mais qu'il ne le ferait pas de manière «artificielle».

## Déficit bénéfique

Quoi qu'il en soit, le directeur parlementaire du budget, qui se targue d'être neutre, refuse de voir un déficit conjoncturel comme un «problème». Il soulignait d'ailleurs jeudi que les baisses d'impôt ont généralement un effet «stimulant» sur l'économie. «Il y a plus d'argent dans les poches des gens quand vous faites des baisses, que ce soit de la TPS ou d'autres impôts», faisait-il



Stephen Harper et Michaëlle Jean peu après la lecture du discours du Trône.

CHRIS WATTIE REUTERS

valoir. Tous les économistes consultés par *Le Devoir*, à l'instar de ce qui se dit et s'écrit depuis quelques semaines, considèrent eux aussi qu'il n'y a rien de dramatique à ce qu'un gouvernement enregistre un déficit dans un contexte économique difficile. Reste à voir ce que l'État fait pour corriger le tir, c'est-à-dire pour faire redémarrer la machine économique.

Réuni la fin de semaine dernière à Washington, le concile du G20 a invité les États à mettre la main à la poche pour aider à la relance planétaire. Dans le discours du Trône lu mercredi par la gouverneure générale Michaëlle Jean, les conservateurs ont justement réaffirmé leur volonté de donner un coup de pouce à l'économie canadienne, qui ne peut que subir les contrecoups de la récession américaine. Rien n'a toutefois été chiffré jusqu'à présent, et il n'est pas certain que les mesures le seront jeudi prochain.

Le gouvernement Harper entend, par exemple, fournir un soutien aux industries en réduisant les tarifs applicables aux importations de machinerie et d'équipement, en prolongeant le crédit d'impôt à l'exploration minière et en élargissant le soutien offert en matière de commercialisation à l'échelle internationale des produits forestiers. Les conservateurs disent aussi vouloir aider les petites entreprises en haussant leur seuil d'imposition, en ajustant l'exonération cumulative des gains en capital par rapport à l'inflation, et en créant un nouveau fonds de capital-risque pour les entrepreneurs. On compte également encourager l'investissement dans les mines d'uranium et le transport aérien grâce à la hausse du seuil fixé aux investissements étrangers. Ottawa restaurera de plus le financement des organismes canadiens de développement économique régional.

## Les infrastructures

Par ailleurs, le texte lu par Mme Jean souligne l'importance qu'il y a à accélérer la distribution des sommes prévues dans le Fonds Chantiers Canada, soit 8,8 milliards, une idée saluée par la Fédération canadienne des municipalités. Cette dernière rappelait que, en raison «des délais administratifs, très peu de projets ont pu être réalisés jusqu'ici à l'aide du Fonds [...] annoncé dans le budget fédéral de 2007, laissant dans ce Fonds près de trois milliards inutilisés».

«Investir dans les infrastructures est une mesure reconnue», soutient sans hésiter M. Godbout, à l'instar de plusieurs autres spécialistes des questions économiques. Il se montre toutefois plus prudent face à la volonté des conservateurs de venir en aide au secteur automobile. «Il ne faut pas prolonger une lente agonie, surtout si l'entreprise va fermer dans trois ans. S'il n'y a plus de perspective, il n'y en a plus». En ce qui a trait au secteur manufacturier, que M. Harper

dit vouloir épauler, François Dupuis, vice-président et économiste en chef du Mouvement Desjardins, précise: «Nous sommes très tributaires de ce qui se fera chez les Américains, où les données sont tellement mauvaises. Il ne faut donc pas donner de l'aide pour donner de l'aide. Il faut un plan à moyen terme.» Selon lui, «le gouvernement va davantage bouger au prochain budget, en février ou en mars. Et il fait bien d'attendre de voir la situation évoluer, parce qu'il faut éviter les mesures précipitées».

Surtout, précise M. Dupuis, qu'Ottawa a déjà posé certains gestes, comme le fait de garantir les prêts interbancaires. On a aussi travaillé à maintenir la disponibilité du crédit à long terme au Canada en se donnant les moyens, par l'entremise de la Société canadienne d'hypothèques et de logement, de racheter jusqu'à 75 milliards de blocs de prêts hypothécaires assurés par cette même société.

## Mesures efficaces

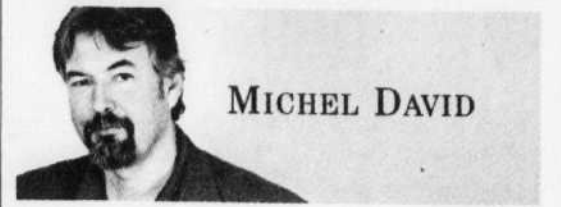
Parmi les autres solutions intéressantes pour limiter les dégâts, M. Godbout estime que le fédéral pourrait fournir aux entreprises une forme de «crédit d'impôt à l'investissement». On peut ainsi «aider les entreprises du secteur industriel en général à renouveler leurs équipements pour qu'elles soient plus productives et surtout plus compétitives. Elles seraient donc en meilleure posture lors de la reprise». Québec a déjà mis en place une mesure semblable. Et, pour donner un peu de répit aux particuliers, il propose d'instaurer un «crédit d'impôt à la rénovation».

Chose certaine, comme le rappelait M. Flaherty jeudi, en parlant de son prochain énoncé économique, «vous ne devriez pas vous attendre à de nouvelles mesures fiscales, à part les baisses d'impôt déjà prévues et qui sont maintenues en dépit de la suggestion de certains qui voudraient qu'on les annule». Car, si le seuil psychologique du déficit est pour ainsi dire franchi, on ne sait toujours pas si le pays plongera en récession, et encore moins de quelle ampleur celle-ci pourrait être. Selon M. Dupuis, «il n'est pas impossible qu'on se retrouve en récession technique». Néanmoins, cela n'aura sans doute rien à voir avec la tempête que traversent présentement les États-Unis, où est née la crise.

Et même si le mot «récession» fait peur, les consommateurs canadiens semblent «paradoxalement» maintenir leur niveau de consommation, selon ce que constate M. Hogue. Le test du temps des Fêtes fournira d'ailleurs un bon indicateur de leur confiance, ajoute-t-il, car «la situation est pire qu'avant les élections fédérales. Les enjeux sont connus, mais il reste à avoir des chiffres un peu plus précis» afin de mesurer l'ampleur de la crise à venir. «Nous sommes dans l'antichambre d'une période très difficile», dit quant à lui M. Dupuis. Est-ce qu'on va l'atteindre? On verra.

Le Devoir

## Les raisins de la colère



MICHEL DAVID

En octobre 2003, le politologue Jean-Herman Guay avait créé toute une commotion au conseil national du PQ en déclarant qu'il pourrait bien avoir été le parti d'une seule génération. «Les raisins de la colère ont disparu», avait-il expliqué à 400 militants littéralement révoltés par ces propos dignes de Cassandre.

Jeudi, Pauline Marois s'est bien défendue de chercher à «cultiver les raisins de la colère» en voulant entreprendre des négociations vouées à l'échec pour rapatrier au Québec la totalité des pouvoirs en matière de culture et de communications, avec les budgets correspondants.

Les militants péquistes seront sans doute heureux d'apprendre que leur chef n'a pas tout à fait renoncé à l'idée de tenir un référendum, mais il s'agit d'une menace dont Mme Marois est sans doute la première à savoir qu'elle ne pourra pas la mettre à exécution.

Jusqu'à présent, on ne peut pas dire que sa campagne soit très impressionnante, ni très imaginative. La dernière semaine a été difficile, avec ses explications confuses sur les mises à la retraite de 1997 et les interrogations sur son état de santé. Il reste le débat télévisé. Lors de la confrontation de 2007, André Boisclair avait performé au-delà des attentes. On peut comprendre que Mme Marois sente le besoin d'y consacrer trois jours de préparation.

Personne ne peut nier l'importance d'une campagne, mais elle ne fait pas foi de tout. En 1994, Jacques Parizeau avait mené une campagne très ordinaire. Si elle avait duré une semaine de plus, le PQ aurait peut-être perdu l'élection. Heureusement, après les échecs de Meech et Charlottetown, M. Parizeau pouvait miser sur les raisins de la colère.

Plus encore, le principal problème de Mme Marois, comme de M. Boisclair, est qu'il n'y a plus suffisamment de ressentiment pour nourrir le projet souverainiste. Il n'y a pas assez de Québécois qui la souhaitent pour des raisons positives, ne serait-ce que le simple désir de s'occuper soi-même de ses affaires.

Grâce à son charisme, Lucien Bouchard avait pu pallier ce manque d'appétit pour la souveraineté en 1998. Le PQ avait cependant recueilli moins de voix que le PLQ, même si Jean Charest, tout frais débarqué d'Ottawa, avait mené une campagne atroce.

Ceux qui pensent que la position de Mme Marois sur le référendum marque une rupture avec le passé auraient intérêt à relire la plate-forme électorale de Bernard Landry en 2003. «Un référendum ne sera tenu qu'en accord avec la volonté populaire et lorsque la perspective d'une victoire apparaîtra clairement à l'horizon», pouvait-on y lire.

Il est vrai que la «feuille de route» de 2007 affirmait qu'un gouvernement péquiste serait «résolu à tenir une consultation populaire sur la souveraineté le plus tôt possible durant son premier mandat», mais André Boisclair répétait à qui voulait l'entendre qu'il n'était pas un «kamikaze».

Depuis qu'il s'agit simplement de déterminer qui est le plus apte à tenir la boutique, force est de constater que les Québécois font davantage confiance aux libéraux, et tout indique qu'il en sera de même le 8 décembre. Pour gérer une «province», qui de mieux qu'un provincialiste? Au moins, il ne se plaindra pas de ses conditions de travail!

Dans le passé, le reflux de la ferveur souverainiste s'accompagnait généralement d'une plus grande préoccupation pour la situation du français. Au milieu des années 80, alors que le PQ s'embourbait dans «l'affirmation nationale», Robert Bourassa a eu la mauvaise surprise de voir ses projets de réconciliation constitutionnelle compromis par une reprise du débat linguistique.

L'hiver dernier, il a semblé que le regain de popularité du gouvernement Charest pourrait à nouveau se heurter à l'obstacle de la langue, quand l'Office de la langue française et la ministre responsable, Christine St-Pierre, ont été accusés de chercher à cacher la gravité de la situation du français à Montréal.

Malgré les cris d'indignation des partis d'opposition et l'agitation des mouvements nationalistes, la population n'a manifesté aucune émotion. Quelques mesures concoctées à la va-vite ont suffi à éteindre le feu.

Le «nouvelle loi 101» proposée par Mme Marois s'est heurtée non seulement à l'indifférence, mais à l'hostilité des alliés naturels du PQ qu'étaient traditionnellement les centrales syndicales. Jeudi, la chef péquiste a fait la distinction entre les centrales et les syndicats eux-mêmes, mais l'apathie de la population face à la situation du français est manifeste.

Cette semaine, Mme Marois a elle-même envoyé un message quelque peu ambigu en profitant de sa première intervention de la campagne qui concernait la langue pour faire un plaidoyer en faveur d'un meilleur apprentissage de... l'anglais.

Dans son récent essai *Les Québécois et l'anglais*, le politologue Christian Dufour, écrit avec justesse: «C'est en appelant à une sorte de révolution mentale que de prétendre que le dargne à toutes les chances de venir autant des francophones de souche que des Anglo-Québécois ou des nouveaux arrivés. En effet, une partie des francophones semblent tentés d'abdiquer l'essentiel sous couvert d'ouverture sur le monde, de tolérance et de soi-disant réalisme.»

Comme je l'ai moi-même été, M. Dufour a été surpris par la récente étude du Conseil supérieur de la langue française (CSLF) intitulée *Le français et les jeunes*. Pour la jeune génération, la prédominance de l'anglais dans certains secteurs va de soi, et ils n'y voient aucun problème. Comme les centrales syndicales, les jeunes rencontrés par les chercheurs du CSLF s'opposent au renforcement des dispositions de la loi 101. A leurs yeux, il n'est pas évident que le français doive être la langue de convergence.

En quelque sorte, Mme Marois fait face à un problème d'ordre climatique: sous certaines latitudes, les raisins ne poussent tout simplement pas, fustent-ils ceux de la colère.

mdavid@ledevoir.com

## PAKISTAN

## Islamabad fait la cour aux puissants chefs tribaux pour lutter contre les talibans

MATHIEU MABIN

Islamabad — Ils sont armés comme les groupes talibans, en ont l'allure, la langue, et leur approche de l'islam est parfois tout aussi radicale. Pourtant, les tribus du nord-ouest du Pakistan viennent récemment de s'allier au pouvoir d'Islamabad pour combattre les insurgés talibans, pakistanais et afghans, et les militants des réseaux d'al-Qaïda. Drôles de milices tribales qui s'appellent Salarzi, Chamang ou encore Uthmankel, et se partagent les territoires dits des Fata (Federally Administered Tribal Areas), dans la zone pakistanaise régie par une mosaïque de droits coutumiers et qui, depuis la création du Pakistan en 1947, échappe à l'autorité des gouvernements successifs.

C'est là, au cœur de ces massifs escarpés, que les talibans afghans ont trouvé refuge depuis la chute du régime de Kaboul en 2001. Depuis, sont apparus aussi les talibans pakistanais, dont le principal leader est Baitullah Mehsud. Selon Washington, ils y cotoieraient les réseaux d'al-Qaïda, notamment dans le Waziristan, tout proche de la frontière afghane. Mais, pour certains chefs tribaux qui jusqu'alors exerçaient leur pouvoir en toute quiétude, cette cohabitation forcée est vécue comme une intrusion, surtout depuis que l'armée pakistanaise a lancé au mois d'août une vaste offensive visant à déloger les insurgés.

Cette guerre qui se joue sur le territoire des tribus contraint leurs chefs à s'engager d'un côté ou de l'autre. Quelque 120 000 soldats, de l'artillerie et des hélico-

ptères harcèlent désormais quotidiennement ceux que les officiers pakistanais qualifient pudiquement de «militants». Au cours des dernières semaines, la balance a penché en faveur d'Islamabad. Ce qui a valu aux «traîtres» d'être frappés par une série d'attentats meurtriers revendiqués par les talibans.

## Arsenal

Dernière alliance en date, la tribu des Mullagori, qui tient la légendaire passe de Khyber, un col par lequel transitent l'essentiel des marchandises qui alimentent l'est de l'Afghanistan et notamment les forces de l'OTAN. Mais celui qui recueille l'essentiel des efforts des émissaires militaires envoyés par Islamabad reste le mollah Nazir, chef incontesté des Ahmedzai Wazir et ennemi juré du taliban Baitullah Mehsud. Si ces tractions aboutissent à une alliance, les hommes du mollah Nazir deviendront à leur tour des lashkars, c'est-à-dire des miliciens à la solde du gouvernement pakistanais. Ils bénéficieront alors de la bienveillance du ministère de la Défense. Même si ce dernier dément fournir des armes de guerre aux tribus ralliées, il peine à expliquer l'apparition soudaine de véritables arsenaux chez les miliciens. L'administration n'est d'ailleurs pas davantage capable de donner le nombre de ces combattants ralliés à l'armée pakistanaise. On sait seulement qu'on peut compter jusqu'à 200 guerriers par village. Officiellement leur mission se limite à de la «défense passive», c'est-à-dire la protection des agglomérations et de leurs abords. Mais, en réalité, l'armée pakistanaise les em-

ploie pour tenir les zones arrachées à l'influence des insurgés. «Grâce à notre supériorité militaire, on peut reprendre le terrain aux talibans», explique un officier des Rangers, mais s'il n'est pas tenu, il faut recommencer chaque semaine.» Pour Islamabad, «l'engagement spontané de ces habitants contre les ennemis du Pakistan» est donc un renfort précieux, comme aime à le rappeler le président Asif Ali Zardari.

Pour le chef de l'État, veuf de Benazir Bhutto, élu en septembre, la mobilisation des tribus est également un gage supplémentaire de la volonté de son pays de lutter contre le terrorisme aux côtés de ses alliés américains. Du côté de l'état-major des forces armées pakistanaises, l'engagement de ces miliciens est présenté comme tactiquement décisif. «Leur connaissance du terrain est un atout pour nous, ils se battent pour chasser les terroristes de leur terre, parfois même dans leurs champs ou à quelques kilomètres des villages où ils sont nés», explique le lieutenant-colonel Haider Baseer.

Un enthousiasme largement tempéré par l'opposition au gouvernement pakistanais, pour qui le ralliement des tribus est en réalité le résultat de tractations visant à donner aux chefs de clans encoltre plus d'autonomie. Dans l'entourage de Nawaz Sharif, ancien premier ministre et leader du principal parti d'opposition, la Ligue musulmane-N, on considère que ces alliances menacent à moyen terme la cohésion nationale et renforcent l'isolement des zones tribales.

Libération

# ÉDITORIAL

ÉLECTIONS DU 8 DÉCEMBRE

## La vraie couleur des chefs

Nous ne sommes qu'à mi-campagne des élections du 8 décembre et les jeux, si l'on se fie aux résultats des sondages, pourraient déjà être faits. Méfions-nous toutefois des jugements hâtifs, car il nous reste d'ici le jour du scrutin à aller au fond des choses, les chefs de parti s'étant surtout comportés jusqu'ici en illusionnistes qui multiplient les promesses aux allures miraculeuses.

**L**e thème imposé à cette campagne électorale par le premier ministre Jean Charest est l'économie. Dans un contexte de récession appréhendée, il va de soi qu'il faut se demander lequel des trois grands partis qui s'affrontent peut le mieux conduire le navire. Pour cela, il faut connaître les mesures de soutien à l'économie envisagées et le plan financier proposé.

Or, depuis le déclenchement de ces élections, on assiste à un déploiement quotidien de promesses dont l'addition donne le vertige. Un jour, c'est pour les garderies; un autre, pour les régions, puis pour les artistes et les parents qui veulent avoir recours à la procréation assistée, sans oublier la construction à Québec d'un nouveau Colisée. Toutes des promesses vertueuses qui sont applaudies par ceux à qui elles s'adressent. Toutes des promesses que l'on peut penser voir se réaliser puisqu'elles sont souvent identiques d'un parti à l'autre. Toutes des promesses qui, assure-t-on, vont créer de l'emploi et soutenir l'activité économique.

Combien cela coûtera-t-il? Hier, le chef péquiste, Pauline Marois, qui présentait le cadre financier de son programme, les chiffrait à 1,7 milliard. Aujourd'hui, le premier ministre Jean Charest dévoile le sien. L'exercice est intéressant, mais il a ses limites. Tous les cadres financiers reposent sur des hypothèses de croissance des revenus de l'État qui sont elles-mêmes basées sur des hypothèses de croissance de l'économie. La vérité est que personne ne peut prédire avec certitude jusqu'à quel point le ralentissement économique prévu se transformera en récession, ni quelle en sera la sévérité. On a vu la ministre des Finances, Monique Jérôme-Forget, revoir juste avant le déclenchement des élections ses prévisions de croissance à la baisse, révision que plusieurs économistes ont jugées trop optimistes.

De quoi demain sera-t-il fait? La seule chose certaine dans le contexte actuel, c'est qu'il n'y a rien de certain, au point où les Charest, Marois et Dumont accompagnent leurs promesses d'une précaution oratoire: on le fera si tout va bien! Et on jure que tout sera fait pour éviter les hausses de tarifs, d'impôts et de taxes. Quant au déficit budgétaire, il est illusoire de penser l'éviter.

Pourquoi donc multiplier les promesses si on n'est pas certain de les tenir? Les chefs de parti le font pour capter l'attention des électeurs, mais aussi pour que ceux-ci ne scrutent pas trop attentivement la capacité de chacun des partis à tenir le gouvernail. En cette matière, le premier ministre Charest, fort habilement, a évité jusqu'ici l'exercice de reddition de comptes qui revient au gouvernement sortant, réussissant à détourner l'attention sur la gestion de son adversaire péquiste lorsque celle-ci était ministre de la Santé et de l'Éducation dans les gouvernements Bouchard et Landry.

Pauline Marois serait-elle la mauvaise gestionnaire que nous décrit Jean Charest? Elle ne mérite certainement pas une note parfaite, mais pas au point d'en faire une dernière de classe. On peut dire la même chose du premier ministre. Il est d'ailleurs le premier à reconnaître, quoique à demi-mot, avoir fait des erreurs au cours de son premier mandat. De fait, si Jean Charest n'avait pas été entouré de quelques bons ministres, Philippe Couillard à la Santé et Monique Jérôme-Forget aux Finances, son premier mandat aurait été globalement un échec.

De ses erreurs, Jean Charest a certainement appris, tout comme Pauline Marois. Cela l'a amené à gouverner avec une extrême prudence au cours de son deuxième mandat — on pourrait même dire qu'il n'a pas gouverné tant il n'a pas pris de décisions, pensons aux rapports Castonguay sur le rôle du privé en santé et Montmarquette sur la tarification des services publics, qu'il a mis au rancart.

L'homme a apparemment changé, se faisant progressiste et défenseur des «valeurs» québécoises. Ce changement est toutefois trop récent pour qu'on ne se demande pas s'il ne s'est pas fait caméléon, se fondant à la couleur de son environnement. Au lendemain des élections, cette nouvelle couleur tiendra-t-elle? D'ici la fin de la campagne, M. Charest doit apporter une réponse convaincante, tout comme Pauline Marois doit montrer qu'elle a, elle aussi, appris de ses erreurs. Autant les partis doivent dire clairement la destination qu'ils proposent aux Québécois, autant leurs chefs doivent démontrer qu'ils sauront les conduire à bon port. Ce devrait être là l'enjeu principal du débat des chefs de mardi.

bdescoteaux@ledevoir.com

### LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX  
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSFAÇON  
Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE  
Directrice de l'information JOSEÉ BOILEAU  
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU  
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET  
Directrice, ventes publicitaires MANON BÉLAND



### LETTRES

#### Tintin en « québécois » ?

Tout comme mon collègue Claude Poirier, ce projet me laisse perplexe. L'éditeur des collections Hergé chez Casterman, Étienne Pollet, le légitime en disant qu'il veut ainsi donner une résonance régionale à Tintin.

Toute l'ambiguïté du projet est là: qu'entend-il par résonance régionale? Pourquoi commencer par la variante québécoise, qui se réduira sans doute à la langue parlée familière, la plus distante du français européen, au risque de froter le jocal, qui obsède encore les locuteurs québécois. Pour l'instant, nous n'en savons rien. Tout dépend des intentions et de la compétence linguistique du sociologue Yves Laberge à qui est confiée cette adaptation de Tintin en « québécois ».

Cette version en « québécois » sera-t-elle unique? La maison Casterman a-t-elle l'intention d'étendre la résonance régionale au français de la Suisse romande, de la Communauté française de Belgique, des pays d'Afrique? Pourquoi pas aussi aux variantes régionales de France, y compris à la langue familière parisienne, dont le vocabulaire est tout aussi marqué que celui de Montréal? Et je ne vais pas jusqu'à penser à une version en langue des banlieues, en argot ou en verlan — une fois ouverte la porte de la résonance régionale, pourquoi pas?

Jusqu'à maintenant, la maison Casterman s'en était tenue à des éditions dans des langues étrangères (anglais, allemand, russe, etc.), dans des langues régionales comme le catalan, le basque, et le breton ou l'alsacien. D'après l'article de Fabien Deglise paru dans *Le Devoir* du 20 novembre, il semble aussi avoir eu des éditions en langue dialectale, notamment en picard tournaisien.

Or, le français au Québec n'est ni une langue ni un dialecte. C'est uniquement et essentiellement une variante de la langue française, dont les caractéristiques tiennent à la persistance, dans notre usage d'aujourd'hui, du français apporté ici par nos ancêtres et à son adaptation, surtout lexicale, à un environnement, à des institutions, à une culture et à une histoire propres au Québec.

En dehors du milieu professionnel des spécialistes, linguistes, sociologues, historiens, la nuance entre langue, dialecte et variante n'est pas très nette. Le lancement d'un Tintin en « québécois » risque fort d'augmenter la confusion, en donnant une forme écrite au

français familier parlé au Québec, tout comme ce fut le cas au moment où des écrivains ont choisi d'écrire en français populaire dans les années 60.

Il me semble que le Québec a déjà suffisamment de mal à prendre conscience de son identité linguistique par rapport à la France pour qu'on ouvre une fois de plus la fameuse querelle du jocal.

Jean-Claude Corbeil  
Linguiste  
Le 20 novembre 2008

#### À saveur religieuse

Tintin en québécois? Pour que ce soit linguistiquement et sociologiquement juste, il faudra que les crises de  $8\% \text{ ZSX}!!@$  du capitaine Haddock aient une profonde teneur religieuse.

Jean Paré  
Montréal, le 20 novembre 2008

#### Des croûtes à manger

Ces jours-ci, des voix s'élèvent pour exiger l'inclusion du Parti vert et de Québec solidaire au débat des chefs. On se base sur le fait que ces deux formations politiques ont recueilli ensemble près de 300 000 suffrages en 2007. Dans les faits, si les chefs de ces partis étaient conviés au débat, ce serait à titre individuel et non en duo. Or, le Parti vert et Québec solidaire ont respectivement obtenu 153 000 et 144 000 votes, ce qui correspond à 3,85 % et 3,64 % des suffrages. À titre de comparaison, aux élections fédérales de 1980, le Parti Rhinocéros a eu l'appui de plus de 88 000 électeurs en ne présentant des candidats que dans 59 des 75 circonscriptions du Québec. Compte tenu qu'il y a actuellement 7,8 millions de Québécois, contre 6,4 millions à l'époque, on constate par quelques règles de trois élémentaires que le succès moyen d'un candidat du Parti vert ou de Québec solidaire est comparable à celui d'un candidat ouvertement loufoque du Parti Rhinocéros de 1980. De toute évidence, cela indique bien que la population ne considère aucun de ces partis comme une alternative sérieuse de gouvernement. Il faut donc en conclure que le Parti vert et Québec solidaire ont encore des devoirs à faire avant d'être jugés dignes de participer au débat des chefs.

Christian Gagnon  
Montréal, le 20 novembre 2008

#### Les intérêts du Québec

Le ministre Christian Paradis nous démontre une fois de plus qu'il est illusoire de compter sur des élus québécois issus de partis fédéralistes pour défendre les intérêts du Québec au sein de la fédération canadienne. En affirmant qu'il écarte la possibilité de garantir au Québec un pourcentage de sièges à la Chambre des Communes, M. Paradis démontre (une fois de plus) que la reconnaissance de la nation québécoise est totalement dépourvue de sens. Plutôt que de s'assurer que les Québécois maintiennent un minimum d'influence politique au Canada, notre cher ministre nous renvoie la balle en nous disant que, si nous voulons plus de sièges, nous n'avons qu'à faire plus d'enfants! «Faites comme moi, j'en ai trois!» a-t-il dit.

Merci, Monsieur le ministre, de si bien défendre nos intérêts. Il est connu que M. Harper a toujours apprécié s'entourer de collaborateurs qui ne le confrontent pas et qui lui obéissent. Les raisons qui l'ont poussé à vous confier autant de responsabilités ne font désormais plus de doute.

Philippe Bouchard  
Montréal, le 20 novembre 2008

#### Curieux pays indépendant

Voici une indépendance qui décidément laisse rêveur! Avoir à sa tête un «gouverneur général» (ou une... peu importe) et devoir entendre chaque année un «discours du Trône»: on pourrait imaginer mieux en matière d'affirmation de son indépendance.

Je sais bien que d'aucuns diront: c'est le système britannique, simplement, cela est sans conséquence... Voilà qui est loin de la réalité. Parmi la vingtaine d'anciennes colonies anglaises devenues membres du Commonwealth, la quasi-totalité ont leur propre chef d'État, généralement président de la République, élu au suffrage universel. Ils se limitent à reconnaître dans le souverain britannique le symbole du Commonwealth.

Voilà qui donne de curieuses couleurs à l'indépendance du Canada. Il conviendrait d'expliquer cela au premier ministre Harper. Et qui est mieux placé pour le faire que la brillante titulaire du poste... ou du trône de «gouverneur général»... la «petite reine du Canada», comme dit l'autre?

Jean-Marc Léger  
Le 20 novembre 2008

### REVUE DE PRESSE

## De la parole aux actes

Manon Cornellier

**T**out le monde veut bien que le gouvernement Harper fasse quelque chose pour atténuer l'impact du ralentissement économique. Le problème est qu'on ne s'entend pas sur la manière.

Le *Toronto Star* aurait souhaité plus d'audace de la part de Stephen Harper. «Le discours manquait de vision. [...] Il s'agissait plutôt d'une récapitulation des gestes déjà posés par le gouvernement conservateur, assortie de quelques promesses électorales [...] et de quelques mesures nouvelles.» Ainsi, le gouvernement admet maintenant qu'il pourrait afficher un déficit, pour ajouter, du même souffle, qu'il se serrera la ceinture et limitera les dépenses. «La juxtaposition de ces deux positions laisse entrevoir une tension persistante entre les pragmatiques et les tenants de la ligne dure au sein du gouvernement Harper», avance le *Star*, qui en déduit que le gouvernement espère traverser la crise en laissant à d'autres le soin de prendre l'initiative.

Le *Globe and Mail*, en revanche, estime que le discours du Trône montre que le gouvernement est moins guidé par l'idéologie et davantage inspiré par un «pragmatisme prudent qui, s'il se traduit en actions, servira à renforcer l'économie canadienne». Le *Globe* souligne plusieurs mesures qu'il juge prometteuses et félicite, dans le contexte actuel, les libéraux pour respecter la volonté des Canadiens et refuser de défaire le gouvernement.

En voiture

Un élément de ce discours, l'aide au secteur automobile, fait beaucoup jaser. Pour le *Victoria Times Colonist*, voilà une politique mal avisée. Ces entreprises n'ont pas démontré, dit le quotidien, qu'elles seraient capables de procéder aux changements structurels attendus, aide gouvernementale ou pas. Le gouvernement court un risque politique s'il refuse de les aider, car les conséquences humaines à court terme peuvent être très sérieuses. «Mais une économie libre fonctionne quand les compagnies réussissent ou échouent en fonction de leur capacité à répondre aux attentes du marché. Les constructeurs automobiles ont eu des années pour s'adapter et il y a donc peu d'arguments en faveur d'une aide publique», conclut le journal.

Gary Lamphier, de l'*Edmonton Journal*, est en total désaccord avec cet argument. Il est facile, dit-il, d'être cynique devant les demandes d'aide de ces chefs d'entreprise grassement payés et de ces puissants syndicats qui, de part et d'autre, ont tardé à s'adapter aux conditions changeantes du marché. Condamner l'industrie automobile, ajoute Lamphier, serait «une erreur tragique» pour des milliers de travailleurs et de retraités, mais aussi parce que, contrairement à ce qu'on croit, les trois constructeurs ont commencé leur restructuration et ont fait des progrès depuis 10 ans. «Les trois grands ne sont plus ces dinosaures des années 1970.» Il est persuadé que le jour où l'industrie automobile retrouvera sa vigueur, «on considérera que l'argent public investi représentait une utilisation judi-

cieuse des fonds publics». «Pour autant qu'on l'assortisse de conditions adéquates», prend-il le soin de préciser.

Le *National Post* aborde la question autrement. Il veut bien envisager une aide conditionnelle au secteur automobile, mais exige une réponse à la question suivante: étant donné l'apparition de nouvelles usines en Chine et en Inde, les trois grands constructeurs prévoient-ils avoir la même présence en Amérique du Nord dans 20 ans d'ici? Si la réponse est négative, dit le *Post*, on peut conclure que l'aide ne fera que retarder l'inévitable et qu'il ne sert à rien de débattre de ses mérites. «Au bout du compte, le débat au sujet d'une aide à l'industrie automobile consiste à déterminer si la menace à laquelle elle fait face est le produit du ralentissement actuel ou le résultat d'un changement industriel systémique qui mènera les usines à migrer vers l'Est, peu importe ce que feront Washington et Ottawa dans les prochains mois.»

Grogne albertaine

Même la riche Alberta subit les contrecoups du ralentissement économique et s'inquiète pour la santé de ses finances publiques. Les Albertains ont appris cette semaine que la chute du prix du pétrole entraînera une baisse de revenus pour leur gouvernement, faisant passer le surplus anticipé pour l'année en cours de 8,5 milliards à un peu plus de deux milliards. Paula Simons, de l'*Edmonton Journal*, en a contre le gouvernement albertain qui, s'il n'y prend pas garde, se retrouvera avec un déficit sur les bras. Selon les

dernières prévisions du ministère albertain des Finances, les revenus provinciaux en provenance des ressources non renouvelables atteindront quand même, cette année, 14,6 milliards. Malgré cela, rien ne sera mis de côté pour l'avenir. «Pas un sou», s'indigne Simons. Le pire, révèle-t-elle, est que le gouvernement a été prévenu des risques posés par son style de gestion. Si le rythme des dépenses et le niveau de taxation restent les mêmes, la province pourrait afficher un premier déficit en 2013, et ce dernier pourrait atteindre 12,5 milliards en 2020, conclut le rapport d'un groupe de travail remis au gouvernement l'an dernier mais tout juste publié. Or, pendant que les revenus fléchissent, personne ne parle de contenir les dépenses, relève avec découragement Simons.

L'Alberta n'est pas la seule province à subir les effets de la baisse du prix du pétrole. Terre-Neuve, qui ne recevra pas de péréquation l'an prochain pour la première fois de son histoire, pourrait voir ses réjouissances tourner court. «À la lecture des dernières prévisions économiques, mieux vaut fêter rapidement notre nouveau statut de province "nantie". Ça pourrait ne durer qu'un an ou deux et les choses pourraient même commencer à s'effriter avant le prochain budget», écrit Peter Jackson, du *St. John's Telegram*. La province basait ses prévisions de revenus sur un prix moyen du baril de pétrole à 87 \$. Il l'a largement dépassé pendant un temps cette année, mais il est sous cette barre depuis environ la mi-septembre.

mcornellier@ledevoir.com

## IDÉES

## Des millions pour des rapports de firmes qui ne valent pas toujours leur pesant d'or!

CHRISTIAN BORDELEAU

Postulant au Ph.D., finissant à la maîtrise en science politique à l'Université de Montréal et assistant de recherche au Centre de recherche sur les politiques et le développement social (CPDS).

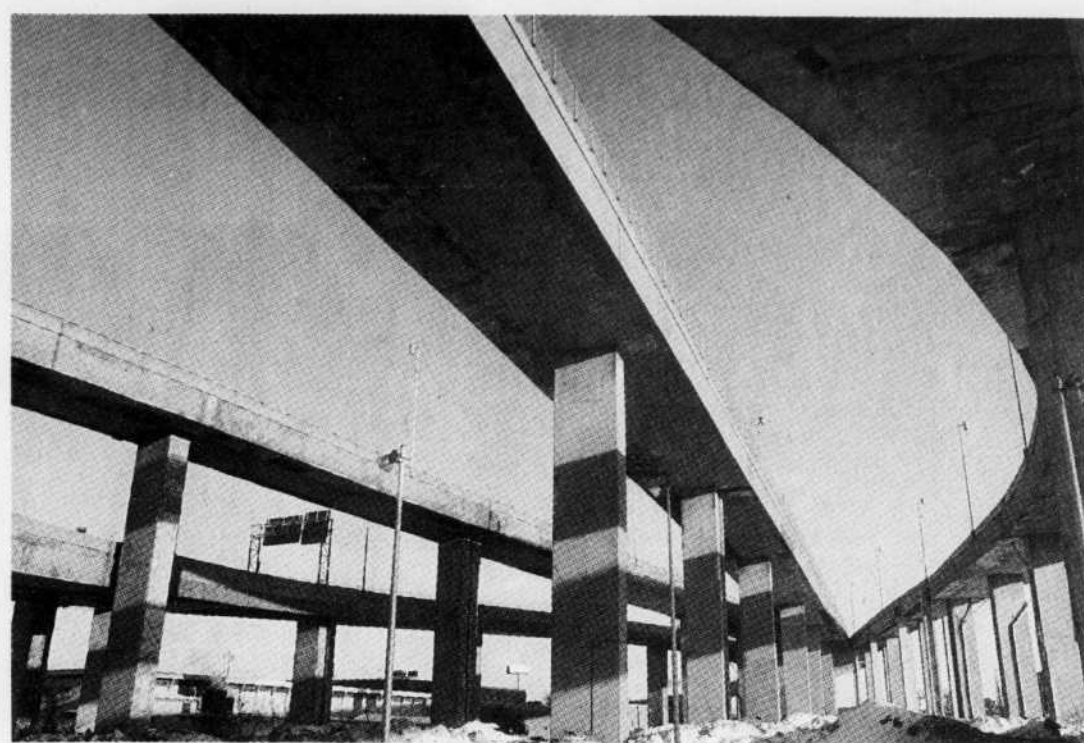
**L**e 7 décembre 2007, Partenariats public-privé Québec, en collaboration avec le ministère des Transports du Québec, annonçait la sélection de la firme PricewaterhouseCoopers à titre de conseiller spécialisé dans le cadre du projet du Complexe Turcot. Récemment, on apprenait que la même firme de comptables analysait — étonnamment — dans son rapport les «lacunes géométriques» de l'échangeur Turcot, établissant même une causalité avec le «taux d'accidents» (*La Presse*, le 22 octobre 2008). Cette «analyse» — commandée par le gouvernement Charest pour préparer le terrain aux PPP — a causé une «minipanique» lors de sa diffusion, au point où une conférence de presse a été convoquée d'urgence pour permettre à la ministre Boulet d'affirmer qu'il s'agissait d'un «simple rapport de comptables».

Cette situation met en exergue l'influence que les rapports de firmes privées peuvent avoir sur la politique et soulève des questions importantes à un moment où les firmes ont obtenu le «juteux PPP» de 1,5 milliard de dollars pour le projet Turcot et où 27 millions de dollars ont été dépensés à tous vents en «avant-projet de projet» et en «rapports de recommandations préliminaires» dans le dossier de l'autoroute 30 (*Le Devoir*, 19 novembre 2008). Alors que la politique du gouvernement semble être «un rapport, c'est bien, mais deux, c'est mieux», ou plutôt «jamais deux sans trois», on peut se demander si les rapports de firmes apportent toujours une expertise pointue comme elles le laissent régulièrement croire et pour laquelle des sommes colossales leur sont versées. Quel est l'effet d'un rapport de firmes comportant des omissions — voire des erreurs — sur la sphère publique? Qui paie les pots cassés?

## Une «myriade de services»

On peut certainement trouver anecdotique l'enthousiasme des comptables de PricewaterhouseCoopers (PwC) dans l'évaluation des risques relevant de la conception des infrastructures de transport au Québec, il s'agit pourtant d'un «produit» offert bien en vue de la firme. Mais, à force d'offrir moult services n'ayant rien à voir avec le domaine de spécialisation traditionnel de ces firmes, on en vient à ne plus savoir exactement quels sont les contours de ces «expertises» très cher payées. Mais qui s'en préoccupe vraiment? En fait, les firmes développent sans cesse de nouveaux produits et «champs d'expertise» avec la confiance absolue de leurs «clients» et la bénédiction du politique et des ordres professionnels — un peu comme l'ont fait les banques et des firmes d'assurances de Wall Street.

Ainsi, pour «offrir une expérience complète aux clients», les différentes firmes proposant une expertise «ultraspécialisée» débordent dans des domaines jadis hors de portée. Par exemple, les firmes de comptables font maintenant des recommandations sur «l'état et la sécurité des infrastructures», les «pratiques démocratiques et la transparence politique», «l'imputabilité et la légitimité des gouvernements», des «problèmes légaux complexes». Les firmes d'avocats font pour leur part des recommandations environnementales, jusqu'à des «communications en situation de crise». Les firmes de génie font une certaine «comptabilité de projet» et certaines feraient même discrètement du financement électoral au niveau local (*Le Devoir* du 13 août 2008). Quant aux firmes de



PEDRO RUIZ LE DEVOIR

Les firmes de comptables font maintenant des recommandations sur «la sécurité des infrastructures».

communication, elles passent de la gouvernance et des «élections clés en main» au développement durable par la gestion stratégique de projets éminemment durables.

Dans un contexte où les domaines d'expertise semblent de moins en moins clairement exclusifs et attachés à certaines firmes, on peut se demander si les avis, les analyses et les rapports sont toujours aussi savants qu'on veut bien nous le présenter. Peut-on se questionner sur leur qualité? Qui n'a pas été témoin du recyclage ou du rafraîchissement de rapports préparés par des stagiaires d'été? (Voir *Rip-off*, de David Craig, 2005). Pourtant, les conséquences d'un mauvais rapport — au coût exorbitant et ayant presque force de loi dans le monde politique — peuvent être importantes, surtout lorsqu'on considère l'effet de ces derniers sur la gouvernance des institutions publiques. Le cas type suivant démontre le danger d'une utilisation intensive de la consultation marchande dans un contexte politique.

## Leur rôle dans les déboires de l'UQAM

En 2005, l'UQAM demande à une firme de comptables externe bien connue de préparer une analyse de rentabilité de projets pour enfin convaincre le conseil d'administration (rapport du Vérificateur du gouvernement du Québec 2008, paragraphe 78; 134). «La signature du cabinet externe donne à l'analyse de rentabilité une crédibilité auprès du CA [...] qui ne se justifie pas par son contenu. [Elle] contient plusieurs failles» (*ibid.*, paragraphe 135). Pis encore, le cabinet a littéralement recyclé son «expertise»: «le cabinet externe a tout simplement copié le texte de la section portant sur le terminus dans la section sur l'immeuble de bureaux» (*ibid.*, paragraphe 136).

Dans une présentation en mars 2005, la firme «montre qu'il est rentable [le projet], mais elle n'expose pas les risques attachés à ce projet sur le plan tant des coûts et de la rentabilité que du financement» (*ibid.*, paragraphe 148). De plus, «dans un rapport de mars 2005, le cabinet externe tente de les catégoriser [les risques] et de les répartir entre l'UQAM et Busac. Toutefois, sa répartition ne reflète pas les responsabilités réelles des deux parties, qui découleront des projets de protocoles d'entente qui seront approuvés par le CA» (*ibid.*, paragraphe 149). En effet, les

problèmes contractuels et juridiques au cœur du fiasco uqamien — et irriguant les veines de toutes les créatures juridiques que sont les PPP — sont clairement explicités par le Vérificateur (paragraphe 146, 147, 149, 150, 151, 152, 194, 197, 205).

C'est ainsi que «le 14 mars 2005, le projet est approuvé par les 12 membres du CA présents. L'étude de rentabilité réalisée par le cabinet externe les convainc de la valeur du projet. De même, la possibilité de refuser certaines composantes si elles se révèlent non rentables affecte leur décision» (*ibid.*, paragraphe 161). Autrement dit, les administrateurs — après avoir eu quatre jours pour consulter le rapport de la firme de 400 pages (regorgeant d'erreurs importantes) — ont été convaincus sur la base de leur confiance en une firme «indépendante».

## Baser la gouvernance publique sur des firmes privées est-il sûr?

Le rôle des consultants en management — et le moindrement de Busac (l'UQAM devant financer Busac [dans un mauvais contrat] pour qu'il achète des terrains qu'il revendra à l'UQAM) (*ibid.*, paragraphes 132, 153, 155, 222) — démontre que l'utilisation du modèle de la consultation par des organisations publiques est risquée. Mais ces problèmes sont loin d'être exceptionnels, ils sont plutôt fréquents et toujours très onéreux pour le contribuable devant «ramasser la note» à chaque dérapage de ces projets souvent échafaudés tels des châteaux de cartes juridiques.

À un moment où le projet Turcot est construit sur la foi de rapports et où 27 millions ont été engloutis dans des firmes pour des «recommandations d'avant-projet» pour le projet A-30, nous postulons que l'utilisation des firmes doit être revue dans le sens d'une utilisation plus restreinte et plus limitée, moins centrale et plus simplement consultative. Autrement dit, les institutions publiques doivent reconstruire et revitaliser leur base d'expertise, et ne consulter que pour obtenir un deuxième avis — qu'elles peuvent apprécier en toute connaissance de cause et contrevenir — et non pas utiliser les firmes telles des prothèses sur un corps public qu'on ne cesse d'amputer idéologiquement.

## Les démobilisés



DENISE BOMBARDIER

**A**insi, chaque soir, dans les nouvelles télévisées, on nous informe que les Québécois sont désintéressés de la politique, et que le porte à porte est devenu une redoutable épreuve pour les candidats qui essuient la mauvaise humeur des électeurs qui ne veulent plus les élire quelle que soit leur allégeance. Les partis d'opposition en font porter la responsabilité à Jean Charest, le déclencheur de ces élections non désirées, comme s'il n'était pas dans les prérogatives d'un chef de gouvernement minoritaire de soulever l'opposition, justifierait à lui seul la décision du premier ministre sortant. En effet, ce dernier a plaidé l'incapacité de gouverner en ce temps de crise face à un adversaire prompt à attaquer de façon aléatoire à gauche et à droite, c'est-à-dire sans sens des responsabilités. Dans un parlement fonctionnel, l'opposition officielle se doit d'être forte, vigilante et cohérente. M. Dumont a admis ne pas avoir été à la hauteur de son statut, ce qui n'est pas rien.

Le Parti québécois, pour sa part, sous la gouverne de Pauline Marois, est devenu, si l'on se réfère à ses affiches électorales, un parti sans nom. Or, les consommateurs savent bien que l'on doit se méfier des produits sans nom, moins chers, certes, mais sans assurance d'un contenu de qualité. Il est tout de même sidérant et symboliquement lourd de sens que le parti dont l'objectif même est d'assurer la perpétuation de la société québécoise au moyen de la souveraineté ait axé sa publicité électorale en gommant sur les panneaux d'affiche les noms des candidats au profit de leurs prénoms. Ignore-t-on, au PQ, que la généalogie demeure la seule façon de lier les êtres humains entre eux au moyen de leurs racines familiales? Ce ne sont pas les «Pauline» depuis la nuit des temps qui donnent à Mme Marois la clé de son identité et celle de ses ancêtres. On a compris que cette décision inepte réside dans la volonté des stratèges du parti de rapprocher le chef et les candidats du «vrai monde», comme on dit naïvement chez nous. Ce serait une bourde insignifiante si cette image d'un PQ composé de Pauline, de Pierre, de François et des autres n'était pas la pointe de l'iceberg d'un malaise infiniment plus profond. Et si le PQ, en écartant le référendum et en se présentant tel un parti comme l'autre, dans ce cas-ci le Parti libéral, perdait sa raison d'être et, de facto, démobilisait les souverainistes et plus largement les nationalistes, dont la présence dans la vie politique québécoise est depuis 40 ans un élément dramatique et stimulant pour tous, au premier chef pour les partis politiques adverses.

La démobilisation des électeurs s'est faite progressivement depuis les derniers résultats des référendums. Le dernier grand chef charismatique, René Lévesque, qui avait été dès son entrée au Parti libéral en 1960 un formidable porteur de rêves pour les Québécois, n'a pas été remplacé. Or, ce peuple, émotif, enthousiaste dans ses croyances, qui aime vibrer en chœur et avec cœur, qui ne se sent pas vraiment à l'aise dans la culture individualiste de l'époque, ayant secrètement la nostalgie des grosses familles, des paroisses et des grands rassemblements populaires, ce peuple s'ennuie. Les Québécois n'aiment peut-être pas la chicane, mais ils ont besoin que ça bouge autour d'eux, ils ont le besoin d'être raisonnables, mais avec des coups de vent de folie. Il y avait de cette folie-là chez René Lévesque, et chez Robert Bourassa également, qui a aidé à construire nos cathédrales à nous, ces grands barrages, chefs-d'œuvre de nos propres ingénieurs. Il y avait de cette mesure chez Jacques Parizeau, qui a contribué à créer une véritable et nécessaire bourgeoisie économique sans laquelle le pouvoir nous échappait. Il y avait de la folie chez Lucien Bouchard, mais sa propre ambivalence l'a éteinte après la seconde défaite du référendum en 1995.

Pour se remobiliser, les Québécois aimeraient se faire courtiser, se faire séduire à vrai dire. Or, il n'y a rien de séduisant dans ces coups bas au quotidien que se livrent les adversaires en présence. Pour ne pas mentionner les attaques *ad hominem*, les rumeurs répandues sur la fatigue éventuelle de Mme Marois, l'utilisation inappropriée du vocabulaire, telle l'étiquette d'«impuissance» rattachée à la personne de Jean Charest, et l'entrée fracassante de l'épouse de Mario Dumont qui, pour sauver son mari — un objectif admirable, par ailleurs —, déclenche une chasse aux sorcières contre des candidats supposés sexuellement olé olé.

Si on y réfléchit bien, devrait-on attribuer cette démobilisation au ras-le-bol des électeurs dû à la proximité des deux élections, ou à la comparaison avec la campagne électorale qui s'est déroulée aux États-Unis et qui fut suivie avec ferveur chez nous? Cette ferveur que nous avons connue nous-mêmes tant de fois depuis des décennies de vie politique, nous l'avons retrouvée grâce à l'élection américaine. Et c'est en ayant à l'esprit cette élection-là que nous jugeons la nôtre.

Et voilà que les médias nous annoncent que le clou de la campagne sera le débat des chefs mardi soir prochain. Selon certains commentateurs, c'est là que se joueront les élections. Dans une émission télévisée où la performance des chefs de parti a d'une certaine manière peu de rapports avec le contenu de leur programme. «The medium is the message», disait McLuhan. Comment peut-on souhaiter que le choix de celui ou celle qui dirigera le Québec dans la tourmente économique repose sur l'efficacité du «show» qu'il donnera?

denbombardier@videotron.ca

## Réforme du régime de négociation

## Les salariés des secteurs public et parapublic méritent des droits égaux et le respect

Les présidentes et présidents du SISF

RÉJEAN PARENT, CSQ  
LINA BONAMIE, FIQ  
LUCIE MARTINEAU, SFPQ  
DOMINIQUE VERREAULT, APTS  
GILLES DUSSAULT, SFPQ

**L**es dirigeants syndicaux du Secrétariat intersyndical des services publics (SISF), qui constitue, avec ses 300 000 membres, le plus important regroupement d'organisations syndicales des secteurs public et parapublic québécois, interpellent les chefs des partis politiques au Québec pour qu'ils s'engagent à revoir le régime de négociation pour les salariés de l'État.

## Des droits fondamentaux violés

Nous sommes convaincus que les rouages du régime actuel nécessitent un sérieux examen. Et ce sera le cas aussi longtemps que l'on ne rétablira pas pleinement le droit à la syndicalisation et à la libre négociation pour l'ensemble des salariés de l'État.

Car, à l'inverse de l'image qui est parfois véhiculée dans certains médias et qui est malheureusement entretenue par les gouvernements, les salariés des secteurs public et parapublic sont loin d'avoir plus de «droits» que l'ensemble des autres travailleurs au Québec. En fait, c'est plutôt le contraire.

Alors que le Code du travail reconnaît le droit à tous les salariés du Québec de négocier leur salaire et leurs conditions de travail, ce droit est constamment bafoué dans les secteurs public et parapublic. Depuis 2003 seulement, avec l'arrivée du gouvernement libéral de Jean Charest au pouvoir, l'Assemblée nationale a imposé le bâillon à deux reprises pour adopter des lois violant des droits fondamentaux reconnus par le Code du travail et la Charte canadienne des droits et libertés.

## Des lois qui se suivent et se ressemblent

Tout d'abord, le 17 décembre 2003, le gouvernement



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

L'Assemblée nationale a adopté des lois violant des droits reconnus dans le Code du travail.

libéral imposait le bâillon pour adopter le tristement célèbre loi 30 forçant la fusion des accreditations syndicales dans le secteur de la santé et des services sociaux, en plus d'imposer les matières à négocier au niveau local. Cette loi a été invalidée par la Cour supérieure du Québec, le 30 novembre 2007, jugeant qu'elle violait le droit d'association et le droit de négociation. Pourtant, le gouvernement se prépare à faire appel.

Le 15 décembre 2005, l'adoption de la loi 43 (projet de loi 142) mettait abruptement fin aux négociations dans les secteurs public et parapublic, niant le droit à la négociation des travailleurs et imposant un gel salarial qui contribue à la dévaluation des emplois. Cette loi allait d'ailleurs être durement condamnée par le Bureau international du travail (BIT).

Et que dire du projet de loi 160, adopté en 1986 par un gouvernement libéral, pour assurer le maintien des services essentiels dans le secteur de la santé et des services sociaux? Cette loi, qui est toujours en vigueur, est en fait venue anéantir le rapport de force légitime essentiel à tout processus de négociation.

## Des situations inacceptables

L'adoption de telles lois massue nous apparaît d'autant plus injustifiée qu'il existe déjà, au Québec, des lois qui restreignent ces droits, dont le droit de grève, pour les salariés des secteurs public et parapublic.

Est-il normal que les salariés n'aient le droit de négocier leur salaire que pour la première année de leur contrat de travail, le gouvernement se chargeant de le fixer pour les années subséquentes? Une telle restriction de droit n'est imposée à aucun autre groupe de travailleurs dans le secteur privé.

Est-il normal que la loi assurant le maintien des services essentiels dans le secteur de la santé et des services sociaux oblige le maintien au travail d'un nombre de personnes plus élevé lors d'une journée de grève que lors d'une période normale de travail? La population aurait intérêt à ce qu'il y ait des grèves toute l'année dans les hôpitaux puisque cela semble être le seul moment où le gouvernement se préoccupe vraiment qu'il y ait suffisamment de personnel pour assurer la sécurité et les soins!

## Les mêmes droits et le respect

Le régime de négociation doit être revu au Québec, notamment parce qu'on n'y retrouve aucun mécanisme pour éviter les conflits, particulièrement pour ce qui touche la négociation sur les salaires. Alors que, pour les autres conditions de travail, le mécanisme prévu est inadéquat.

Le régime de négociation doit être revu de façon à ce que le gouvernement ne puisse plus adopter aussi librement des lois méprisantes pour des centaines de milliers de salariés de l'État. Chaque jour, la population québécoise fait suffisamment confiance aux travailleurs des secteurs public et parapublic pour mettre entre leurs mains leurs enfants, leur santé, leurs parents, la gestion des biens collectifs, entre autres choses.

Les salariés des secteurs public et parapublic ne réclament pas plus de droits que les autres travailleurs. Mais ils n'en veulent pas moins. Pour ce faire, le régime de négociation doit être revu en conséquence.

## L'ÉQUIPE DU DEVOIR

RÉDACTION Information générale et métropolitaine : Gérald Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Marie-Andrée Chouinard (éditorialiste, responsable de la page Idées), Stéphane Baillargeon (général), Clairandree Cauchy (éducation), Jeanne Corriveau (affaires municipales), Fabien Deglise (consommation), Jean Dion (sport), Louis-Gilles Francoeur (environnement), Pauline Gravel (sciences), Brian Myles (justice et faits de société), Louise-Madeleine Roux Soucy (santé), Alexandre Stiehl (général), Philippe Papiereau (pupitre), information politique : Michel David (chroniqueur), information culturelle : Michel Bélar (théâtre et cahier Culture), Olivier Spéziel (Québec), Monique Bherer (Ottawa), PUBLICITÉ Julie Chrétien (directrice adjointe), Amélie Bessette, Jean de Billy, Jean-François Bossé, Manon Bolland, Marlène Côté, Amélie Maltais, Claire Paquet, Geneviève Pierrat, Chantal Rainville, Isabelle Sanchez, Nadia Sebi, Mélanie Simard (publicitaires), Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaires), PRODUCTION Christian Goulet (directeur de production), Olivier Zaida (directeur adjoint), Michel Bernatchez, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yannick Morin, Nathalie Lemais, INFORMATIQUE Yanick Martel (administrateur Web), Hansel Matthews (technicien informatique), PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE Caroline Simard (responsable service à la clientèle), Nancy Beaulieu, Manon Blanchette, Nathalie Filion, Marie-Lune Houde-Brisebois; Jean-Robert DIVERS (administrateur promotion), ADMINISTRATION Stéphane Roger (contrôleur), Nicole Carmel (distribution des services comptables), Claudette Beliveau (adjointe administrative), Céline Furoy, Ghislaine Lafleur, Claudine Chevrier, Monique Proteau, Danielle Ross.

# PHILOSOPHIE

LE DEVOIR DE PHILO

## La Bourse ou la vie

Pour le philosophe allemand Georg Simmel, la spéculation financière représente le paroxysme du cynisme

Toutes les deux semaines, *Le Devoir* propose à des professeurs de philosophie mais aussi à des auteurs passionnés d'idées, d'histoire des idées, de relever le défi de décrypter une question d'actualité à partir des thèses d'un penseur. Cette semaine, un regard sur le monde de l'argent.

PATRICK DUCHARME  
Études supérieures de sociologie  
Université du Québec à Montréal

**D**epuis août 2007, les ratages du capitalisme financier attirent l'attention de tous les acteurs sociaux et économiques. La crise des subprimes, relative à la titrisation, puis à la spéculation sur les crédits hypothécaires aux États-Unis, ébranle l'imaginaire collectif et secoue le spectre de la récession à l'échelle mondiale. Les banques centrales font pleuvoir les liquidités, des institutions financières mettent la clé dans la porte.

Le gouvernement Bush met en avant le plan Paulson, mais il ne s'agit que d'un coup d'épée dans l'eau; les 700 milliards de dollars ne réussissent pas à raviver les marchés. «Plus jamais!», se dit-on. Pourtant, l'histoire des bulles financières qui éclatent semble se répéter.

En effet, il y a plus d'un siècle, le philosophe allemand Georg Simmel réfléchissait, dans sa *Philosophie de l'argent* (1900), sur les torts de penser l'argent de manière spéculative. Courir des risques pour multiplier l'argent, nous rappellerait Simmel aujourd'hui, c'est non seulement s'aventurer sur une glace très mince, c'est surtout faire preuve de cynisme.

### L'argent: outil ou objectif suprême?

Si l'on désire penser l'argent, on doit d'abord trouver son essence. L'argent, de manière formelle, est un outil. Simmel nous explique qu'un outil représente «l'insertion entre le sujet et l'objet d'une instance, qui occupe une position médiane non seulement dans l'ordre spatio-temporel, mais aussi quant au contenu». L'outil est créé en regard du but que tout sujet cherche à obtenir. Il n'est rien par lui-même.

Par exemple, un marteau est un outil puisqu'en soi il ne sert à rien; il nous aide à accomplir un objectif ultérieur — construire, réparer... De même, l'argent est un outil. Toutefois, il est devenu, au fil du temps, l'outil par excellence parmi tous.

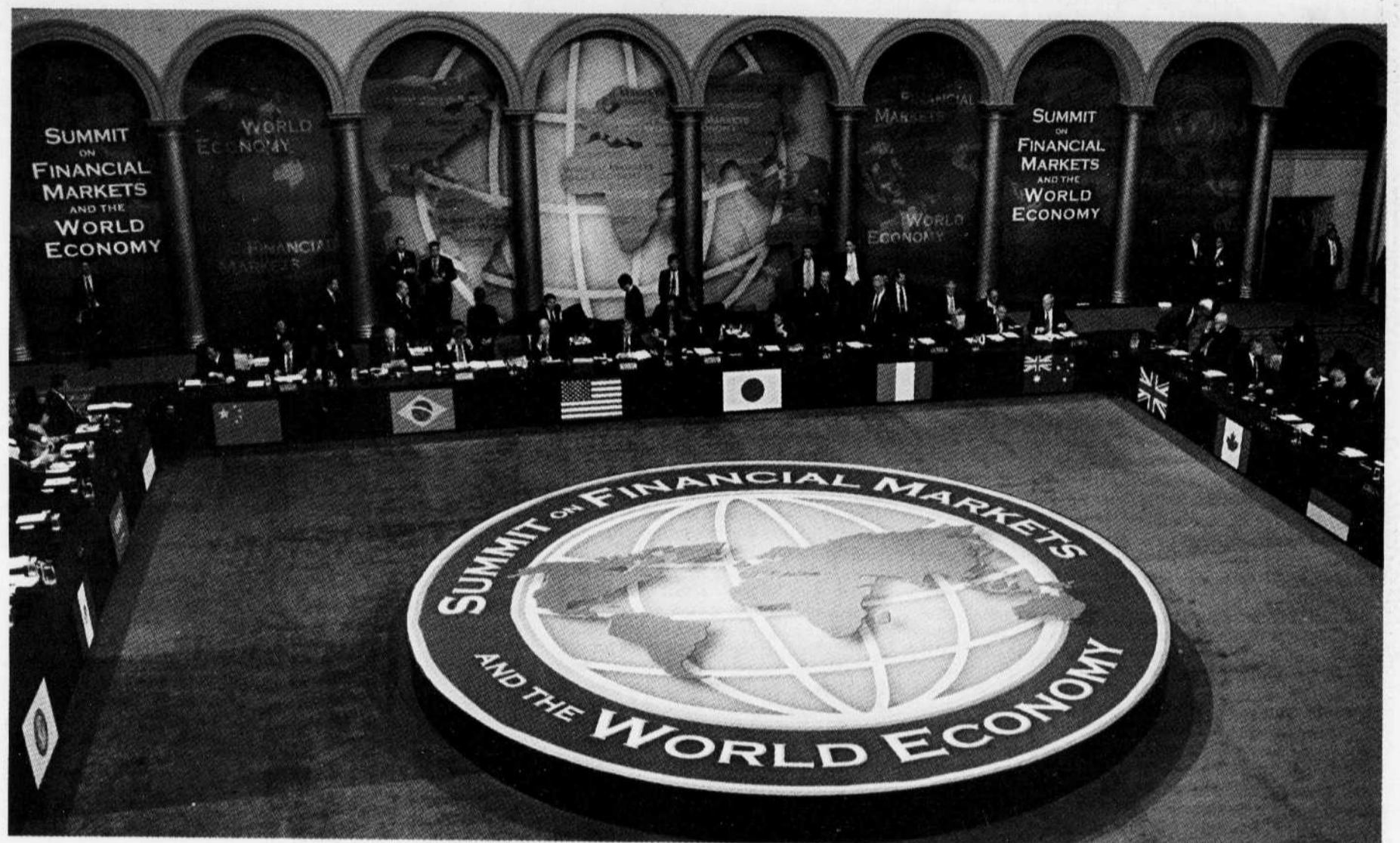
Simmel n'accuse pas l'argent de tous les maux; au contraire, ce moyen est un symbole de médiation formidable. Outil pur, il permet d'acquiescer d'autres types de valeurs, facilement et quand on le désire. Aussi, comme l'argent possède une valeur universelle, personne ne peut ou ne veut le refuser pour compléter une transaction, et son détenteur le sait. Le troc, par exemple, est beaucoup plus difficile à compléter dans nos sociétés modernes. L'argent est donc le symbole de notre socialisation.

Toutefois, un problème surgit lorsque notre représentation de la valeur de l'argent se transforme en objectif final. D'outil à double fonction (symboliser la valeur et mesurer les prix), étant le seul dans cette catégorie, il devient valeur en soi. Historiquement, selon Simmel, aucun outil n'a eu un pouvoir aussi universel pouvant rejoindre autant d'individus et de peuples.

Beaucoup plus de liberté de choix d'un côté, une division du travail plus complexe de l'autre, mais également une plus grande flexibilité des échanges marchands. Posséder de l'argent, c'est gagner une myriade de possibilités. Psychologiquement, l'argent procure à son détenteur un doux sentiment d'ivresse, d'où sa forte valeur symbolique.

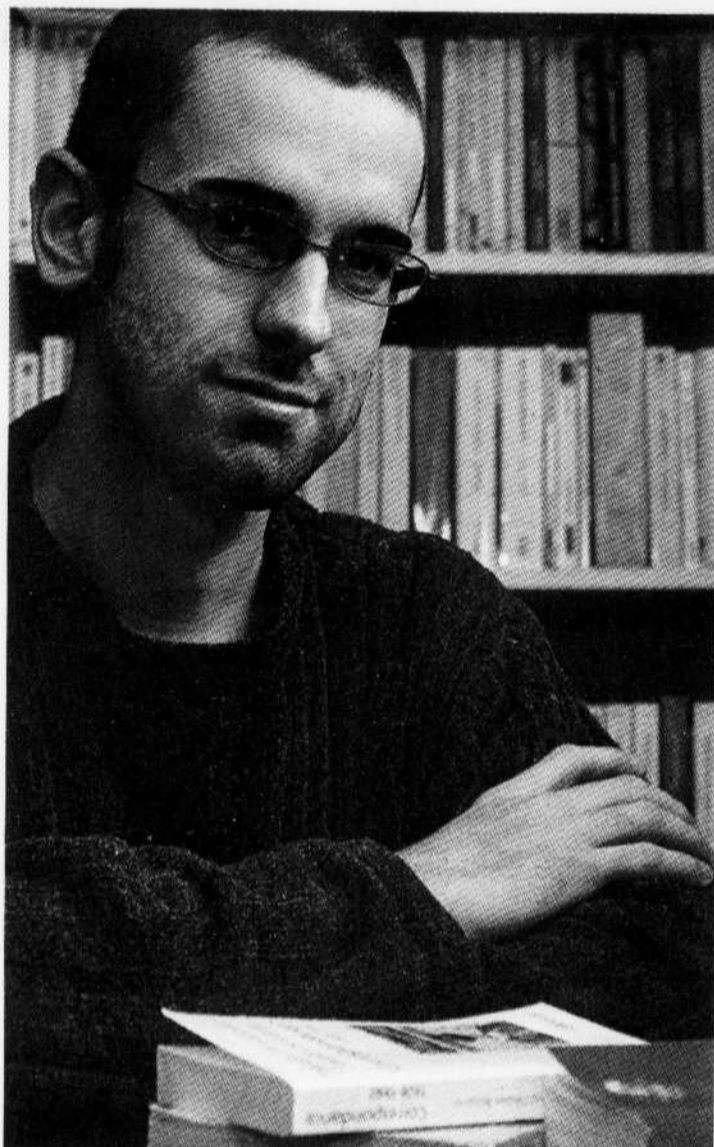
### Un sentiment de puissance

Quand la possession de l'argent devient une finalité, des efforts colossaux seront déployés afin d'atteindre cet objectif plutôt qu'un autre. Toute notre activité sociale tourne autour de ce but, au point où Simmel admet que l'argent est devenu le nouveau dieu terrestre. En tant que valeur dépassant toute autre valeur, le seul fait de posséder beaucoup d'argent — sans même le dépenser! — procure un sentiment eu-



Les leaders politiques présents au Sommet du G20 à Washington, la semaine dernière.

JASON REED REUTERS



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

Quand la possession de l'argent devient une finalité, des efforts colossaux seront déployés afin d'atteindre cet objectif plutôt qu'un autre. Toute notre activité sociale tourne autour de ce but, au point où Simmel admet que l'argent est devenu le nouveau dieu terrestre.

phorique de puissance. C'est ici que les problèmes commencent: «Avec de l'argent dans les poches, nous sommes libres, alors que l'objet nous rendait auparavant dépendants des conditions de sa conservation et de sa fructification. Mais combien de fois cette liberté ne signifie-t-elle pas en même temps une vacuité de l'existence et la désagrégation de sa substance?»

### Une pathologie psychosociale

D'une «économie de la vie» où les individus interagissent en fonction de toutes les valeurs essentielles, l'élevation de l'argent en valeur suprême nous mène à une «économie de l'argent». Celle-ci est le miroir de notre monde moderne; s'y accompagne une panoplie de pathologies pécuniaires: l'avarice, la cupidité, le blasement, etc.

Pour Simmel, le summum de la déchéance économique est le cynisme. L'ascension de la valeur ultime qu'est l'argent entraîne, dans l'esprit du cynique, «l'abaissement de toutes les valeurs anciennes». Il faut bien saisir la corrélation: selon Simmel, ce n'est pas le cynique, de prime abord, qui va sur-

estimer la valeur de l'argent par rapport à toutes les autres. Au contraire, c'est l'argent qui tend à rendre cynique: «Rien ne peut mieux flatter cette mentalité que la capacité de l'argent à réduire les valeurs les plus hautes comme les plus basses, uniformément, à une seule et unique forme de valeur, malgré toute leur diversité qualitative et quantitative.»

Pour le cynique, la valeur de l'argent rejoint n'importe quelle autre. Il ne serait qu'illusion, d'un point de vue cynique, de dire que l'argent ne vaut pas le bonheur. Être cynique, autrement dit, c'est nier la hiérarchisation des valeurs, chose pourtant essentielle chez Simmel.

Au dire du philosophe, il n'y a que le cynisme (avec peut-être la cupidité, dans une moindre mesure) qui tend à nous diriger vers le monde de la Bourse.

### Parce que c'est excitant!

Le cynique n'est pas blasé, il recherche le plaisir. C'est un peu pour cela qu'il «jouera» à la Bourse; l'argent, pour lui, représente une fin en soi, mais également un



SOURCE GOOGLE IMAGES

Courir des risques pour multiplier l'argent, nous rappellerait Simmel aujourd'hui, c'est non seulement s'aventurer sur une glace très mince, c'est surtout faire preuve de cynisme.

médium extrêmement excitant. Ici, l'important n'est nullement de connaître à quoi servira concrètement l'argent investi sur les marchés financiers; on ne réfléchit pas non plus aux conséquences sur les communautés, la nature, les droits de la personne: «Dans ce domaine, les mouvements de l'argent opèrent les combinaisons les plus insensées entre les valeurs personnelles et les valeurs concrètes. C'est pourquoi les terrains favorables au cynisme sont les lieux de grande circulation, spécialement boursière, où l'argent est présent massivement et change facilement de propriétaire.»

Cette conception, on le voit, se rapporte tout à fait au marché de la dette hypothécaire qui a éclaté l'an dernier.

En Bourse, il n'y a que la valeur financière des titres qui compte. Pas étonnant, dans un premier temps, que toute autre valeur, comme la vertu, l'honneur, le talent et la beauté, soit mise de côté; ensuite se développe avec cette multiplication exponentielle et abstraite de l'argent «une mentalité frivole et moqueuse», puisque tout est à vendre, en fin de compte. Simmel se désole de constater qu'on puisse appliquer un «prix de marché» à toute valeur normative et morale. Quand l'argent est devenu un objectif en soi, l'intention du cynique est de créer de manière objective un prix en argent pour tout.

Certains pensent qu'il serait dommage de ne pas miser sur l'eau comme sur les armes, sur les droits de polluer comme sur le mais en tant que nouveau produit combustible. Pas étonnant, dirait Simmel, qu'il y ait aujourd'hui un prix de marché pour les dettes. Une créance double l'argent: sur valeur éventuelle pour le créancier, manque à gagner pour le débiteur: «L'argent prêt voit son activité se diviser en deux et le fruit de son dynamisme économique s'en trouve extraordinairement accru.»

Il y a péril lorsque le pays d'origine de ces subprimes, les États-Unis, est dirigé par un cynique lui-même. Plus pour longtemps, on peut souffler. Mais

qu'un président, magnat du pétrole, riche à craquer, refuse de remettre en question le système financier qui nous a tous menés là (voir le discours de Bush du 13 novembre dernier), cela fait craindre qu'un jour tous les gouvernements soient aussi cyniques que les plus importants investisseurs du monde boursier. C'est le résultat du laisser-faire, où l'argent permet d'acheter l'insuffisance d'argent.

Concrètement, il y a eu débâcle financière parce que des investisseurs ont cru bon de spéculer sur des prêts octroyés à des ménages non solvables. Et ces prêts ont été octroyés justement parce que des établissements de crédit savaient pertinemment que plusieurs cyniques seraient suffisamment excités pour acheter des produits dérivés à risque très élevé.

Les taux de rentabilité recherchés sur les marchés doivent souvent atteindre 25 % et même plus! C'est là que le risque peut devenir payant pour l'investisseur, mais l'économie réelle et «l'économie de la vie» peinent à suivre...

Effectivement, le cynique n'est

mesure de nous demander pourquoi cette folie boursière qui transpire sur chacune des facettes de notre vie n'a pas encore cessé. Le changement est-il envisageable? La récente élection de Barack Obama a soulevé une grande joie dans le monde entier. Le temps nous dira si cette réjouissance était justifiée.

Cependant, ceux qui ont entendu le discours d'Obama le soir du 4 novembre se souviennent qu'il a mentionné qu'il ne pourra pas tout accomplir selon ses ambitions, que tous ne seront jamais tout le temps satisfaits. Il est clair que la crise financière illustre ce propos. Obama échouera-t-il? Si le plan Paulson a fait chou blanc, quoi d'autre? Injecter le double de liquidités? Le triple? Toutes ses actions politiques seront effectuées dans le cadre d'une «économie de l'argent» dont on ne peut plus se débarrasser.

Si on lit bien Simmel, on comprend que notre monde est contrôlé par un outil suprême, devenu valeur de toutes les valeurs, valeur pure qui prodigue ce sentiment de puissance recherché par ceux qui chassent tous ces titres absurdes vendus sur les marchés financiers.

Cette puissance est en déchéance. Il en va de même du système politique censé protéger la liberté des citoyens. La récente rencontre du G20 fait l'incapacité des pouvoirs politiques à réguler ce système financier puisque, dans une économie post-fordiste, c'est le capitalisme qui régule le politique, et non l'inverse.

Le cynisme touche gravement la mémoire: les G6, G8, G12 et autres G20 sont formés chaque fois pour répondre aux crises économiques et financières. L'État s'entend pour nationaliser les pertes, les institutions en faillite ou encore les titres financiers douteux. Régulièrement, on stipule que les règles des marchés méritent d'être revues; incessamment, les exigences sur les taux de profits recommenceront à attiser l'appétit d'argent.

Simmel nous dit que, dans la société moderne, l'argent est synonyme par excellence de puissance, «en vertu de laquelle il dépasse chacune de ses utilisations singulières et, puisque moyen absolu, impose la possibilité de toutes les valeurs en tant que valeur de toutes les possibilités»; l'argent achète tout, et sa valeur permet tout.

Malheureusement, depuis quelques jours, en suivant les péripéties de sauvetage du système financier globalisé, on constate qu'il y a seulement deux choses que l'argent ne peut pas racheter: les erreurs du passé et la dignité humaine.

Commentaires et suggestions: [arobitaille@ledevoir.com](mailto:arobitaille@ledevoir.com).

En suivant les péripéties de sauvetage du système financier globalisé, on constate qu'il y a seulement deux choses que l'argent ne peut pas racheter: les erreurs du passé et la dignité humaine.

nullement intéressé par la question de la première maison que vient de s'acheter une famille de l'Ohio, ni même de savoir si seulement elle pourra réellement se l'offrir! Il ne s'agit pas ici du désir de permettre à autrui d'être enfin propriétaire de son toit afin de regarder ses enfants grandir. Seule compte, pour le cynique spéculateur, la survaleur que procurera son argent.

Simmel a compris que cette spéculation à la hausse est illimitée: «Je prends comme hypothèse que cette tendance à la démesure, contenue dans l'intérêt pur et simple pour l'argent en tant que tel, est aussi la racine cachée d'un phénomène particulier que l'on constate en Bourse.» Il est épatant, en effet, de considérer qu'à notre époque, plus d'un million de milliards de dollars (!) sont transigés chaque année en produits dérivés (comme les subprimes, par exemple, ou les investissements sur l'exploitation minière, la monnaie étrangère...).

Nous en sommes rendus au point où, en ce moment, ce qui se vend le plus au sein du système financier globalisé, c'est le risque financier de quelqu'un d'autre... Plus d'un siècle avant les événements que l'on connaît, Simmel avait prédit cette démesure, ce cynisme.

Lorsqu'on sait que le krach de 1929 a justement été produit par une surproduction, elle-même motivée par les désirs sans fin des actionnaires, nous sommes en